

L'ENSEIGNEMENT **SUPÉRIEUR** **POUR TOUS**

DOCUMENT
D'ACCOMPAGNEMENT



Rapport d'étape du
chantier sur la politique
de financement
des universités

**Principaux indicateurs et statistiques de base
sur les universités québécoises**

Par Hélène P. Tremblay et Pierre Roy
Décembre 2013

Le présent document a été produit pour
le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie

Révision linguistique

Sous la responsabilité de la Direction des communications

Pour tout renseignement, s'adresser à l'endroit suivant :

Renseignements généraux
Direction des communications
Ministère de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche, de la Science et de la Technologie
1035, rue De la Chevrotière, 26^e étage
Québec (Québec) G1R 5A5
Téléphone : 418 266-3363
Sans frais : 1 855 390-7130

© Gouvernement du Québec

Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, 2013

ISBN 978-2-550-69580-6 (PDF)

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2013

Table des matières

Introduction	4
1. Les indicateurs sur les universités québécoises	5
1.1 Vue d'ensemble du cheminement scolaire	5
1.2 Le taux d'accès aux études universitaires	7
1.3 Le taux de diplomation aux études universitaires	8
1.4 Le taux de réussite aux études universitaires	9
1.5 La situation des diplômés sur le marché du travail	14
2. Les indicateurs pour les universités canadiennes	20
2.1 Le taux de participation aux études universitaires	21
2.2 Le taux de diplomation aux études universitaires	22
2.3 Le taux de diplomation aux études postsecondaires	28
3. L'effectif étudiant dans les universités québécoises	29
3.1 Les prévisions de l'effectif étudiant jusqu'en 2018	29
3.2 La répartition des étudiants dans les domaines d'études	30
3.3 La nature des diplômes délivrés par les universités	31
3.4 La proportion d'étudiants à temps partiel	34
3.5 La répartition des étudiants selon la tranche d'âge	34
3.6 Le taux d'accès selon le groupe socioéconomique	35
3.7 Le ratio étudiants/professeurs	37
3.8 Le lieu de formation des étudiants	40
3.9 La formation à distance	41
4. Les informations financières sur les universités québécoises	43
4.1 Les revenus des universités	43
4.2 Les dépenses des universités	44
4.3 Le solde budgétaire des universités	45
Annexe I : Définitions des indicateurs sur les universités québécoises	46
Annexe II : Catégories de lieux d'enseignement dans les universités québécoises	48

Introduction

Le document intitulé *Principaux indicateurs et statistiques de base sur les universités québécoises* accompagne le rapport d'étape que les coprésidents du chantier sur la politique de financement des universités ont remis au ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie en décembre 2013.

L'objectif de ce document est de présenter, à l'aide des indicateurs et des statistiques les plus fréquemment utilisés, un état de situation pour le Québec, notamment en matière d'accès aux études universitaires, de taux de diplomation et de taux de réussite par l'obtention d'un diplôme.

Le document est divisé en quatre sections :

- la première section se concentre plus particulièrement sur la situation québécoise en utilisant les différentes bases de données et enquêtes dont dispose le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie;
- la deuxième compare la situation au Québec avec celle dans les autres provinces;
- la troisième brosse un portrait de l'effectif étudiant dans les universités québécoises;
- enfin, la dernière section présente le portrait de la situation financière des universités québécoises.

Ces informations seront très utiles aux travaux du chantier en vue de recommander une nouvelle politique de financement des universités dans le rapport final de juin 2014.

La consultation de l'hiver 2014 offrira aux participants une occasion unique de faire part de tout commentaire à l'égard des informations présentées dans ce document.

1. Les indicateurs sur les universités québécoises

Pour le Québec, l'étendue des indicateurs sur les universités est vaste, car le Ministère dispose de plusieurs systèmes de collecte de données qui n'ont pas leur équivalent dans les autres provinces. La majorité des indicateurs sont présentés dans la publication *Les indicateurs de l'éducation* (publication annuelle)¹.

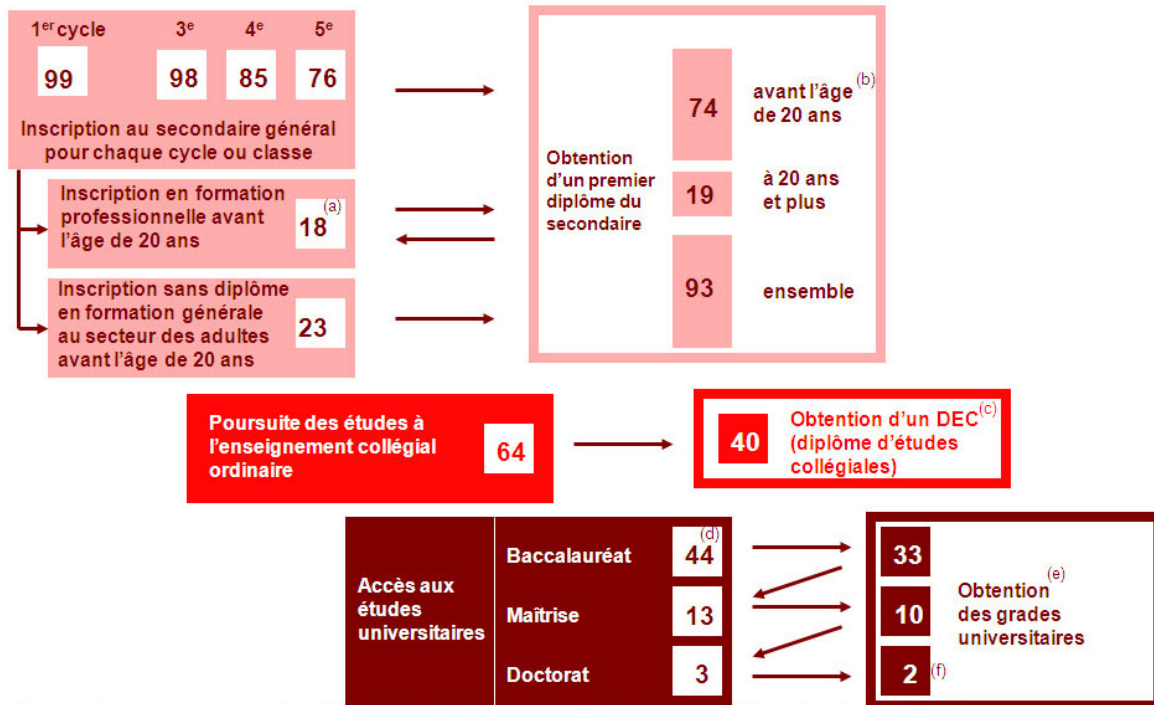
1.1 Vue d'ensemble du cheminement scolaire

L'enseignement universitaire est une des composantes du système scolaire québécois qui compte quatre ordres d'enseignement (primaire, secondaire, collégial et universitaire). Le schéma qui suit illustre le cheminement scolaire au Québec de 100 personnes d'une même génération et le pourcentage d'entre elles qui ont obtenu un diplôme d'études secondaires, collégiales ou universitaires en 2011-2012. On y constate entre autres que :

- Pour ce qui concerne les études secondaires :
 - 93 % des jeunes obtiendront un premier diplôme du secondaire, dont 74 % avant 20 ans;
- Pour ce qui concerne les études collégiales :
 - 64 % des jeunes poursuivront des études au collégial et 40 % obtiendront un DEC (diplôme d'études collégiales), que ce soit dans un cégep ou dans un collège privé;
- Pour ce qui concerne les études universitaires :
 - En matière d'accès :
 - 44 % des jeunes accéderont aux études universitaires dans un programme de baccalauréat;
 - 13 % iront jusqu'à la maîtrise;
 - et 3 % se rendront jusqu'au doctorat;
 - En matière de diplomation :
 - Au 1^{er} cycle, 33 % obtiendront un baccalauréat;
 - Au 2^e cycle, 10 % obtiendront une maîtrise;
 - Au 3^e cycle, 1,7 % obtiendront un doctorat.

1. L'annexe I présente quelques définitions utiles pour l'interprétation de ces indicateurs.

Le cheminement de 100 jeunes Québécois et Québécoises dans le système scolaire, selon les comportements observés en 2011-2012



- (a) Ce nombre comprend 10 diplômés ou diplômées en formation générale pouvant obtenir un autre diplôme en formation professionnelle.
 (b) Tous les diplômes du secteur des jeunes sont comptés ici, indépendamment de l'âge.
 (c) Les dernières données dont on dispose sont celles de 2010-2011.
 (d) Les personnes qui accèdent aux études universitaires ne se recrutent pas uniquement parmi les titulaires d'un DEC.
 (e) Les dernières données dont on dispose sont celles de 2011.
 (f) Le taux d'obtention du doctorat est de 1,7 % en 2011.

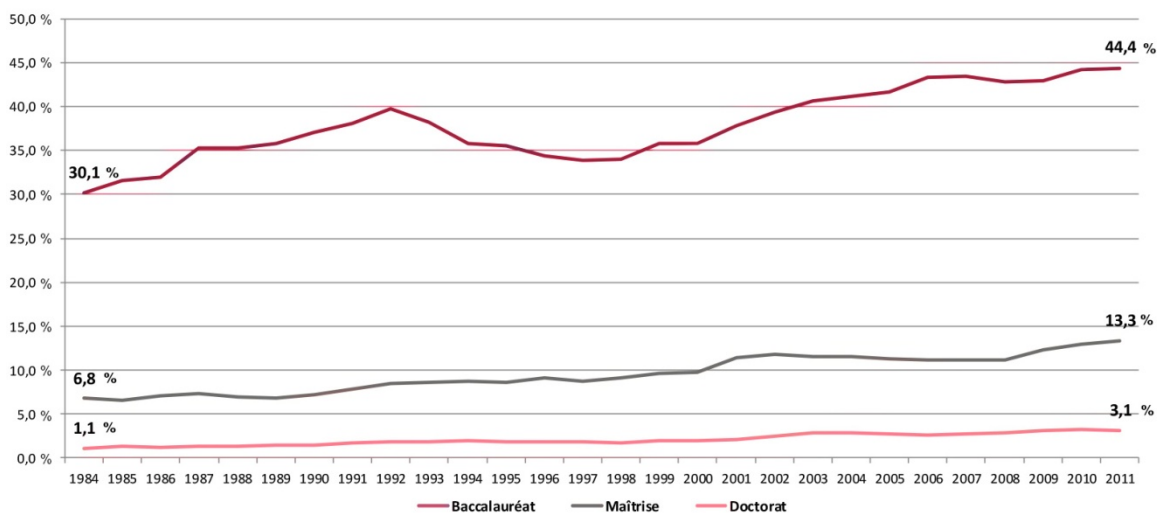
Source: Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, *Indicateurs de l'éducation* (édition 2013, à paraître).

1.2 Le taux d'accès aux études universitaires

Il est question ici de l'accès aux programmes d'études menant à des grades universitaires dans les universités québécoises, que ce soit au baccalauréat, à la maîtrise ou au doctorat.

- La proportion d'une génération inscrite pour une première fois à des études en vue d'obtenir un baccalauréat s'est accrue de près de 50 % sur une période d'environ 25 ans : elle atteignait 44,4 % en 2011-2012, alors qu'elle avait été de 30,1 % en 1984-1985. Les femmes ont même dépassé ce niveau, puisque leur taux d'accès aux études conduisant au baccalauréat a maintenant atteint 52,5 %.
- L'accès aux études de deuxième cycle devant mener à la maîtrise, qui s'établissait à 13,3 % en 2011-2012, a connu une hausse progressive au cours des 25 dernières années.
- L'essor des études conduisant au doctorat est important, bien qu'il ne concerne encore qu'une très faible partie de la population. L'accès y est passé de 1,1 % en 1984-1985 à 3,1 % en 2011-2012.

Évolution du taux d'accès au baccalauréat, à la maîtrise et au doctorat



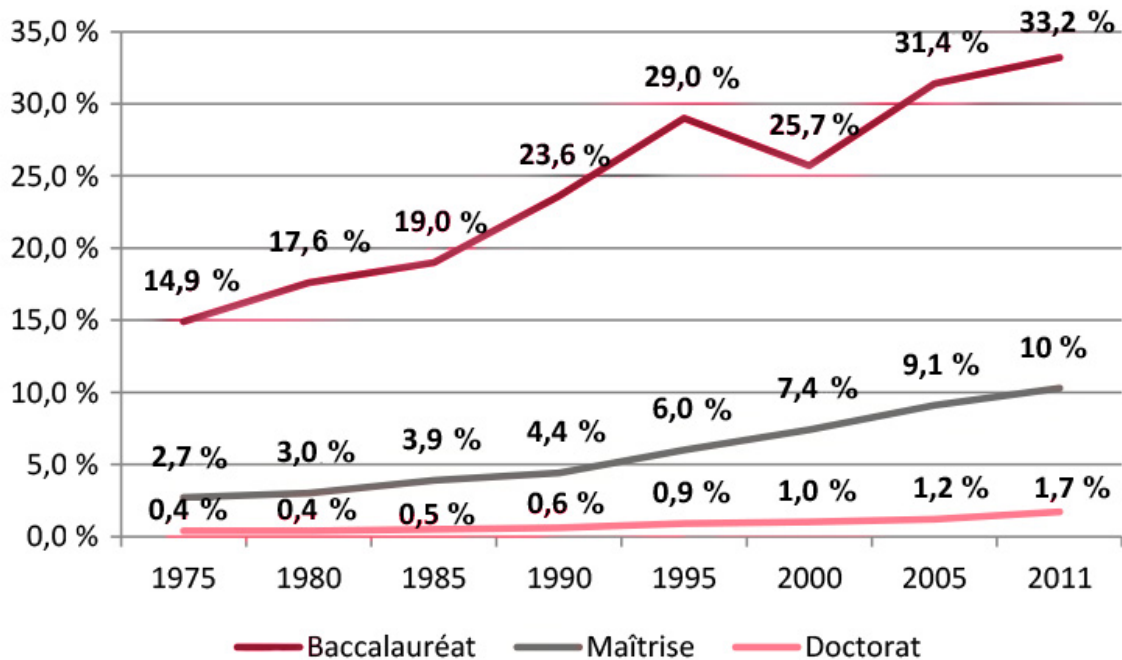
Source : Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie.

1.3 Le taux de diplomation aux études universitaires

Selon les comportements observés en 2011-2012, 33,2 % de la population pouvait espérer obtenir un baccalauréat. Depuis quelques années, le progrès des femmes a été plus marqué que celui des hommes en ce qui a trait à l'accès aux études universitaires.

En ce qui concerne l'obtention de la maîtrise, les résultats ont continué de progresser et ont atteint 10,3 %, dans l'ensemble, soit plus du triple du taux de 2,7 % enregistré en 1976. Pour le doctorat, le taux de diplomation est de 1,7 % en 2011-2012.

Évolution du taux de diplomation au baccalauréat, à la maîtrise et au doctorat



Source : Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie.

1.4 Le taux de réussite aux études universitaires

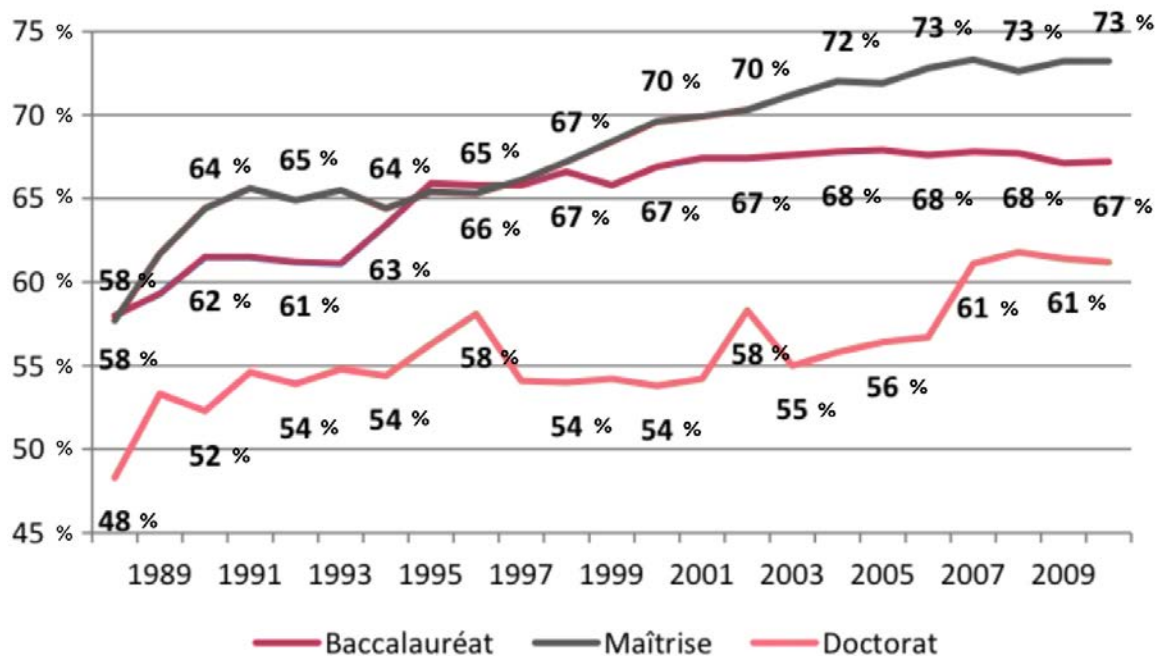
Pour mesurer le taux de réussite, deux méthodes, soit l'analyse par coupes transversales ou l'analyse longitudinale, peuvent être utilisées².

□ Les coupes transversales : les résultats en 2010-2011

En 2010-2011, 67,2 % des étudiants et étudiantes qui sortaient des programmes d'études menant à l'obtention du baccalauréat ont obtenu ce diplôme. Depuis 20 ans, cette proportion a connu une augmentation puisqu'elle était de 55,9 % chez les personnes inscrites une dernière fois en 1987-1988.

- À la maîtrise, 73,2 % des étudiantes et étudiants qui sortaient des programmes d'études obtenaient leur diplôme. C'est un accroissement de 17,1 points de pourcentage depuis 1987-1988.
- Au doctorat, 61,2 % des étudiantes et étudiants sortaient de ces programmes avec un diplôme. Depuis 1987-1988, la proportion s'est accrue de 12,5 points de pourcentage.

Évolution du taux de réussite au baccalauréat, à la maîtrise et au doctorat



Source : Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie.

2. Voir la définition des deux méthodes à l'annexe I.

□ L'analyse longitudinale

Selon l'analyse longitudinale, les taux de réussite au baccalauréat et à la maîtrise sont de l'ordre de 80 %, si on les calcule six ans après la première inscription. En analysant les résultats chez la cohorte des étudiants qui se sont inscrits à temps plein en 2005, on constate que :

- 79 % ont obtenu leur baccalauréat après 6 ans (64 % après 4 ans, 12 % après 5 ans et 4 % dans leur 6^e année d'étude);
- 77 % ont obtenu leur maîtrise après 6 ans (64 % après 3 ans, 9 % au terme de 4 années d'études);
- 39 % ont obtenu leur doctorat après 6 ans.

Taux de réussite selon le cycle d'études et la durée des études (cohortes inscrites à temps plein au trimestre d'automne 2005)

Étudiants inscrits à temps plein en 2005 au baccalauréat	Baccalauréat après 6 ans : 79 %	Après 4 ans : 64 % Après 5 ans : 12 % Après 6 ans : 4 %
Étudiants inscrits à temps plein en 2005 à la maîtrise	Maîtrise après 6 ans : 77 %	Après 3 ans : 64 % Après 4 ans : 9 % Après 5 ans : 3 % Après 6 ans : 1 %
Étudiants inscrits à temps plein en 2005 au doctorat	Doctorat après 6 ans : 39 %	Après 4 ans : 12 % Après 5 ans : 16 % Après 6 ans : 11 %

Source : Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie.

Ces résultats varient d'une université à l'autre. Les universités les plus performantes sont l'Université McGill, l'École des hautes études commerciales (HEC) de Montréal, l'École Polytechnique de Montréal et l'Université de Sherbrooke. Par ailleurs, les résultats par université sont influencés par la composition de l'effectif étudiant selon le domaine d'études, le sexe, l'âge, le milieu socio-économique, etc. En particulier :

- L'Université McGill a un taux de réussite de 88 % au baccalauréat, 85 % à la maîtrise et 53 % au doctorat;
- HEC Montréal connaît un taux de réussite de 90 %, à la fois au baccalauréat et à la maîtrise;
- L'Université de Sherbrooke a un taux de réussite de 87 % au baccalauréat;
- Au doctorat, les taux de réussite sont de 57 % à l'École Polytechnique et de 54 % à l'Institut national de la recherche scientifique (INRS);
- L'Université Concordia présente un taux de réussite de 84 % à la maîtrise.

Taux de réussite selon le cycle d'études et l'université
(cohortes inscrites à temps plein au trimestre d'automne 2005)

	Baccalauréat (Après 6 ans d'études)	Maîtrise (Après 6 ans d'études)	Doctorat (Après 6 ans d'études)
Université Laval	80 %	73 %	43 %
Université McGill	88 %	85 %	53 %
Université Bishop's	78 %	s. o.	s. o.
Université de Montréal	81 %	76 %	38 %
École Polytechnique de Montréal	79 %	78 %	57 %
École des hautes études commerciales de Montréal	90 %	90 %	29 %
Université Concordia	70 %	84 %	38 %
Université de Sherbrooke	87 %	75 %	35 %
Université du Québec à Montréal	71 %	72 %	15 %
Université du Québec à Trois-Rivières	75 %	64 %	13 %
Université du Québec à Chicoutimi	73 %	50 %	24 %
Université du Québec à Rimouski	80 %	58 %	45 %
Université du Québec en Outaouais	76 %	63 %	s. o.
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	72 %	80 %	nd
Institut national de la recherche scientifique	s. o.	77 %	54 %
École nationale d'administration publique	s. o.	80 %	nd
École de technologie supérieure	76 %	64 %	35 %
Télé-université	24 %	nd	s. o.
TOTAL	79 %	77 %	39 %

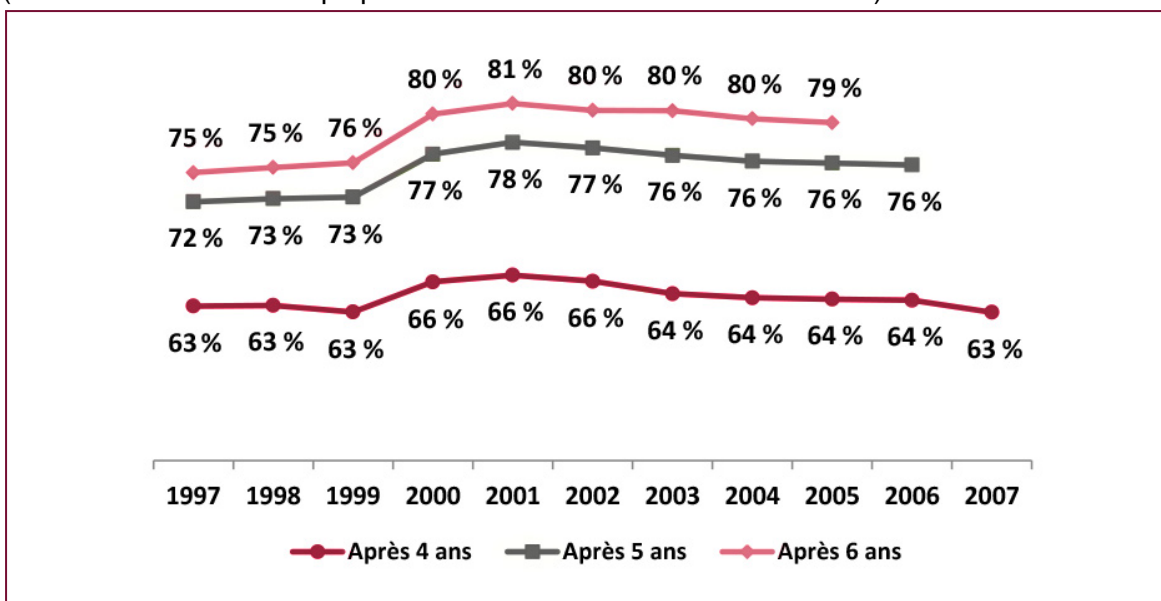
nd : non disponible.

s. o. : ne s'applique pas.

Source : Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie.

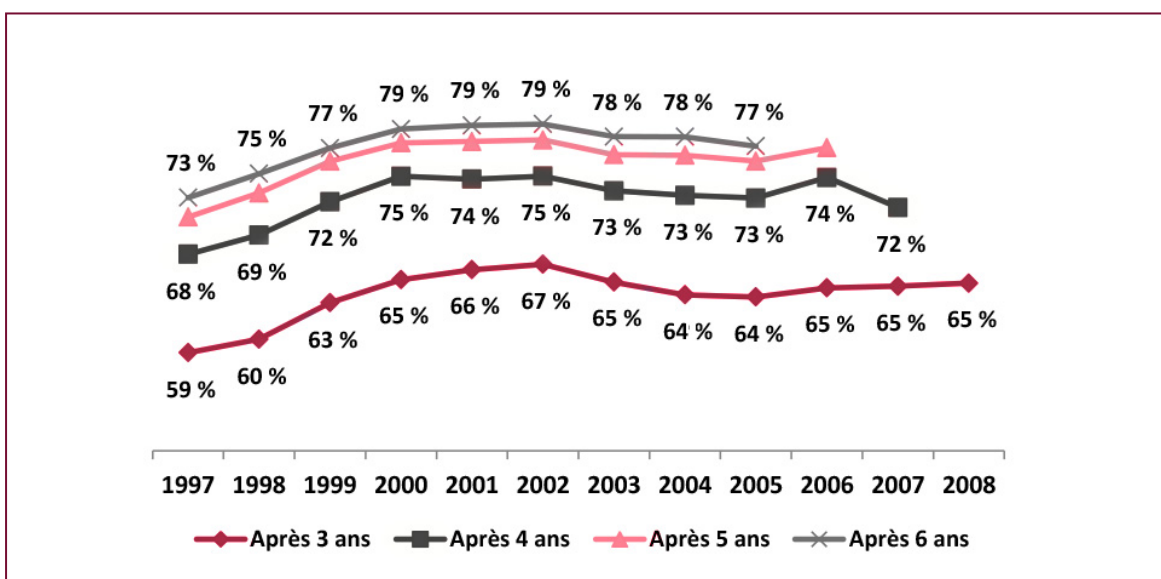
Depuis le début des années 2000, le taux de réussite après 6 ans a fait un bond important : il est passé de 76 % chez la cohorte de 1999 à 79 % chez celle de 2005.

Taux de réussite au baccalauréat selon la durée des études (cohortes inscrites à temps plein au trimestre d'automne de l'année)



La même situation a été observée chez les étudiants inscrits dans un programme de maîtrise. En effet, le taux de réussite après 6 ans est passé de 73 % chez la cohorte de 1997 à 77 % chez celle de 2005.

Taux de réussite à la maîtrise selon la durée des études (cohortes inscrites à temps plein au trimestre d'automne de l'année)

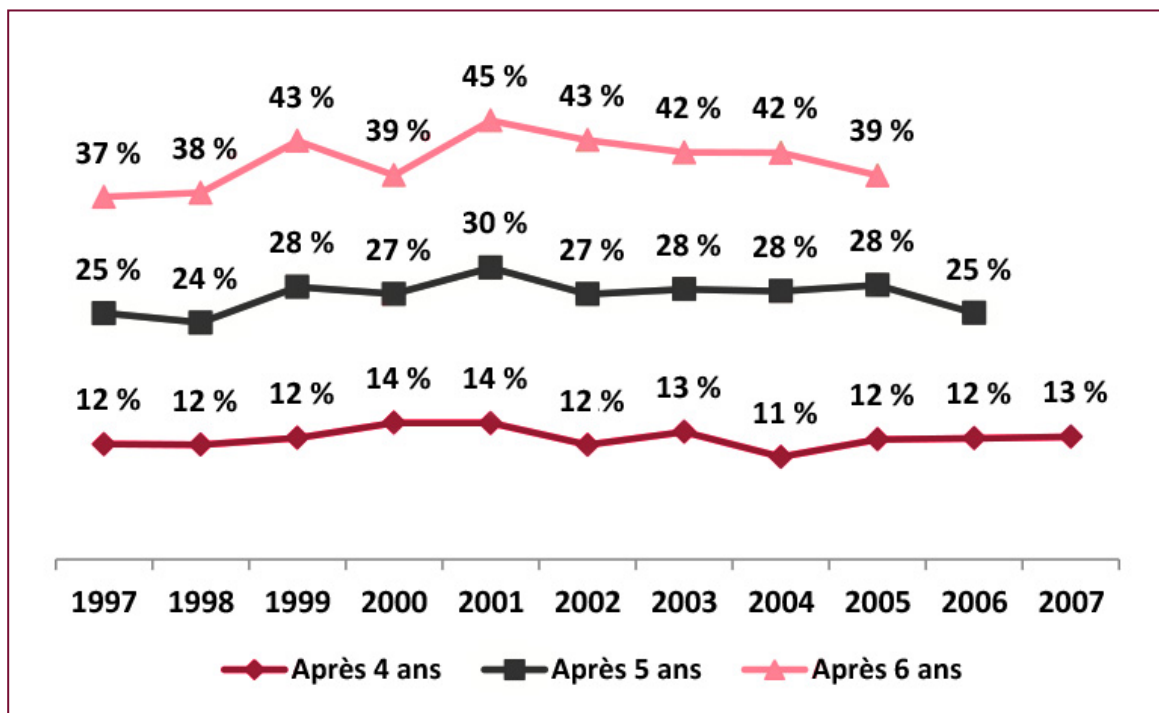


Source : Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie.

Au doctorat, le taux de réussite a été relativement stable au cours des années 1997 à 2007.

Taux de réussite au doctorat selon la durée des études

(cohortes inscrites à temps plein au trimestre d'automne de l'année)



Source : Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie.

1.5 La situation des diplômés sur le marché du travail

La situation des diplômés sur le marché du travail peut être analysée sous l'angle, notamment, de la rentabilité du diplôme, du salaire horaire moyen, du taux de chômage, du taux d'emploi et de l'évolution du niveau de scolarité de la main-d'œuvre.

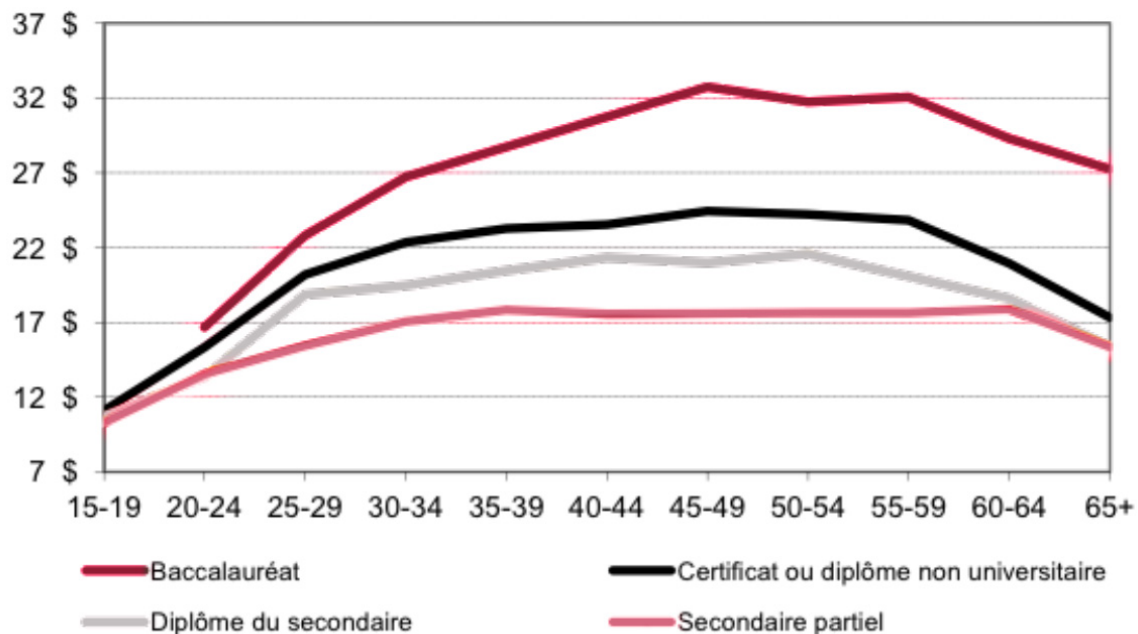
□ La rentabilité du diplôme

Les indicateurs de la rentabilité des études indiquent qu'il est avantageux d'obtenir un diplôme universitaire au Québec. Une manière de mettre en relation les bénéfices et les coûts liés à la formation des diplômés universitaires consiste à calculer le taux de rendement associé à l'obtention d'un diplôme universitaire. Dans une étude publiée par le Ministère en décembre 2008, il a été démontré que la délivrance du baccalauréat était rentable et pour l'État et pour les diplômés. En effet, le taux de rendement public était de 8,5 %, alors que le taux de rendement privé était de 10,6 %³.

□ Le salaire horaire moyen

Une autre façon de mesurer la rentabilité des études supérieures par rapport aux études secondaires consiste à comparer le salaire horaire moyen des diplômés de ces ordres d'enseignement. Pour la population âgée de 25 à 54 ans, l'écart entre le salaire hebdomadaire moyen d'un diplômé universitaire et celui d'un diplômé du secondaire était élevé, soit 37 % de plus en 2012 pour le diplômé universitaire.

Salaire horaire moyen selon la tranche d'âge et le plus haut niveau de scolarité atteint en 2012 (en dollars courants)



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

3. Marius DEMERS, *Taux de rendement du baccalauréat pour les diplômés et pour l'État*, Bulletin statistique de l'éducation publié par la Direction de la recherche, des statistiques et de l'information du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, n° 38, décembre 2008.

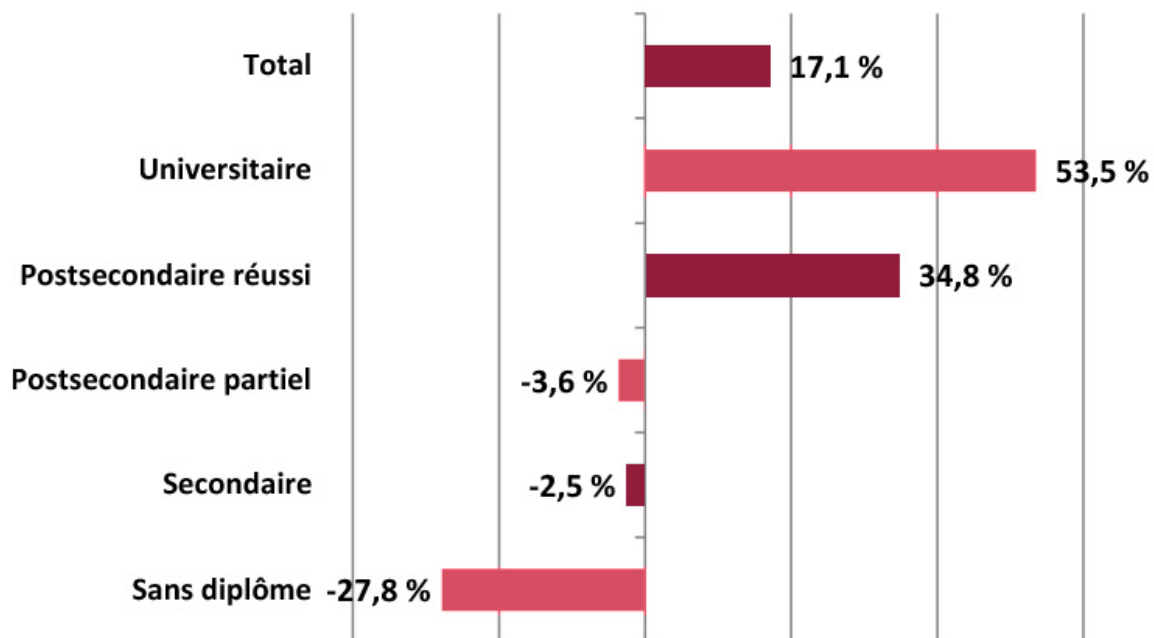
□ L'évolution du niveau de scolarité de la main-d'œuvre

L'évolution du marché du travail au Québec a été très profitable pour ceux qui ont terminé leurs études postsecondaires, en particulier pour les titulaires d'un grade universitaire.

Ainsi, en 2012, on recensait 583 000 emplois de plus qu'en 2000, au Québec. Cependant, bien qu'il y ait globalement 17,1 % plus d'emplois, on constate que cette croissance ne profite pas à tous les travailleurs et travailleuses : il y a moins d'emplois occupés par ceux et celles qui n'ont pas de diplôme d'études secondaires ou qui n'ont réussi que des études secondaires ou des études postsecondaires partielles (-200 000), et plus d'emplois occupés par ceux et celles qui ont réussi leurs études postsecondaires ou universitaires (+783 000)⁴.

Le graphique suivant montre le taux de variation de l'emploi au Québec de 2000 à 2012, selon le plus haut niveau de scolarité atteint. Pour ceux qui ont réussi leurs études universitaires, le taux de variation de l'emploi est de 53,5 %. Pour ceux qui ont des études postsecondaires partielles ou inférieures à ce niveau de scolarité, les taux de variation sont négatifs.

Taux de variation de l'emploi au Québec de 2000 à 2012, selon le plus haut niveau de scolarité atteint



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

4. Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, *Indicateurs de l'éducation* (édition 2013, à paraître).

□ Le taux de chômage et le taux d'emploi

À partir de l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada, on constate les faits suivants :

- En 2012, dans la population âgée de 25 à 54 ans, l'écart entre le taux de chômage des diplômés universitaires et celui des diplômés du secondaire était relativement important, soit un taux de chômage de 5,2 % pour les diplômés universitaires comparativement à 7,3 % pour les diplômés du secondaire.
- Pour la même tranche d'âge et la même année, le taux d'emploi des diplômés universitaires (86,3 %) était supérieur à celui des diplômés du secondaire (77,8 %), représentant un écart de 8,5 points de pourcentage.

□ L'enquête *La relance à l'université*

La situation des diplômés sur le marché du travail au Québec peut aussi être analysée à l'aide de l'enquête *La Relance à l'université*, conduite aux deux ans à travers le Québec par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie. Cette enquête vise à faire connaître la situation des personnes titulaires d'un baccalauréat, d'une maîtrise ou d'un doctorat, environ vingt mois après l'obtention de leur diplôme.

Les faits saillants de l'enquête de janvier 2011 sont les suivants :

- 68,2 % des titulaires d'un baccalauréat et 78,1 % des titulaires d'une maîtrise avaient un emploi à temps plein ou à temps partiel;
- Le taux d'emploi des personnes titulaires d'un baccalauréat selon le domaine d'études s'échelonnait de 88,0 % en sciences de l'éducation et 83,2 % en sciences de l'administration à 54,9 % en sciences humaines et 40,0 % en sciences pures;
- Le taux d'emploi particulièrement bas des bacheliers en sciences pures s'explique par le fait qu'une proportion importante d'entre eux était aux études (54,9 %) en janvier 2011;
- Chez les titulaires d'une maîtrise, le taux d'emploi variait de 91,0 % en sciences de l'administration et 77,3 % en sciences de la santé à 58,4 % en sciences pures et 53,5 % en arts.

La proportion de personnes diplômées qui ont déclaré être aux études à temps plein ou à temps partiel, sans occuper un emploi, est de 25,9 % parmi les titulaires d'un baccalauréat et de 15,5 % parmi les titulaires d'une maîtrise.

Environ vingt mois après l'obtention du diplôme, le taux de chômage des titulaires d'un baccalauréat était de 4,4 % et celui des titulaires d'une maîtrise s'établissait à 4,9 %. De façon générale, le taux de chômage des personnes titulaires d'un baccalauréat ou d'une maîtrise était nettement inférieur à celui de l'ensemble de la population active du Québec, observé en janvier 2011 (7,9 %).

Situation d'emploi des personnes titulaires d'un diplôme en janvier de l'année d'enquête

<div><div></div>SITUATION EN 2011</div> <div><div></div>SITUATION EN 2009</div> <div><div></div>SITUATION EN 2007</div>	PERSONNES DIPLOMÉES VISEES PAR L'ENQUÊTE	SITUATION EN JANVIER				TAUX DE CHÔMAGE	L'EMPLOI À TEMPS PLEIN ET SES CARACTERISTIQUES			LES ÉTUDES EN RAPPORT AVEC LA FORMATION
		EN EMPLOI	À LA RECHERCHE D'UN EMPLOI	AUX ÉTUDES	PERSONNES INACTIVES		À TEMPS PLEIN	SALAIRE HEBD. BRUT MOYEN	EN RAPPORT AVEC LA FORMATION	
		N	(%)	(%)	(%)		(%)	(%)	(\$)	(%)
BACCALAURÉAT										
FEMMES	18 688	69,4	2,7	24,5	3,4	3,7	84,7	861	82,2	83,5
	18 424	69,6	2,9	24,1	3,4	4,0	86,1	827	82,7	85,5
	17 933	70,2	2,5	23,6	3,7	3,5	86,4	770	81,6	83,6
HOMMES	11 765	66,4	3,9	28,1	1,5	5,6	91,5	923	80,3	84,3
	11 780	70,1	3,9	24,4	1,6	5,3	92,6	908	81,2	84,8
	10 984	68,8	3,5	26,0	1,6	4,9	92,3	858	80,2	85,8
ENSEMBLE	30 453	68,2	3,1	25,9	2,7	4,4	87,2	885	81,5	83,8
	30 204	69,8	3,3	24,2	2,7	4,5	88,6	859	82,1	85,2
	28 917	69,7	2,9	24,5	2,9	4,0	88,6	803	81,0	84,4
MAÎTRISE										
FEMMES	4 454	79,0	3,2	14,5	3,2	3,9	89,4	1 119	86,7	83,5
	4 287	79,6	2,9	13,1	4,4	3,5	88,3	1 069	86,9	89,5
	4 055	75,4	3,0	16,8	4,9	3,8	89,3	1 012	85,6	88,5
HOMMES	3 634	76,9	5,0	16,8	1,3	6,2	94,3	1 241	83,8	87,0
	3 678	77,5	4,1	17,6	0,8	5,0	94,7	1 188	84,5	87,9
	3 900	75,0	4,0	20,2	0,8	5,1	94,1	1 153	81,8	87,6
ENSEMBLE	8 088	78,1	4,0	15,5	2,4	4,9	91,5	1 171	85,4	85,1
	7 965	78,7	3,4	15,1	2,8	4,2	91,1	1 121	85,8	88,7
	7 955	75,2	3,5	18,4	2,9	4,4	91,6	1 078	83,8	88,0

Source : Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie.

La situation d'emploi varie d'un domaine d'études à l'autre. Par exemple, en sciences pures, la proportion des personnes en emploi était de 40,0 %, alors que la proportion des personnes toujours aux études était de 54,9 %. En sciences de l'éducation, une forte proportion des individus (88,0 %) occupait un emploi, alors que seulement 6,3 % des personnes étaient aux études. Ces écarts s'expliquent notamment par la nature de la discipline.

Situation d'emploi des personnes titulaires d'un baccalauréat en janvier 2011

Situation en janvier 2011							
	En emploi	À la recherche	Aux études	Inactif	Taux de chômage	Travaille à temps plein	En rapport avec la formation
Sciences de la santé	65,2%	5,0%	31,9%	2,4%	0,8%	88,8%	86,3%
Sciences pures	40,0%	3,6%	54,9%	1,6%	8,2%	89,0%	85,2%
Sciences appliquées	73,8%	2,6%	22,2%	1,4%	3,4%	94,4%	91,3%
Sciences humaines	54,9%	4,1%	37,9%	3,0%	7,0%	85,9%	84,6%
Lettres	59,4%	3,9%	33,8%	2,9%	6,2%	80,9%	82,0%
Droit	56,5%	5,4%	33,0%	5,0%	8,8%	94,8%	74,7%
Sciences de l'éducation	88,0%	2,2%	6,3%	3,5%	2,4%	71,5%	77,1%
Sciences administratives	83,2%	3,9%	10,9%	2,0%	4,5%	97,1%	78,0%
Arts	59,1%	4,0%	33,1%	3,8%	6,3%	72,3%	76,0%
Études plurisectorielles	66,1%	3,3%	25,8%	4,8%	4,7%	87,3%	82,4%

Source : Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie.

Si l'on compare l'évolution du taux de chômage par domaine d'études, on constate des écarts importants alors qu'il est de seulement 0,8 % en 2011 en sciences de la santé et de 8,8 % en droit pour la même année. De 2007 à 2011, le taux de chômage a augmenté, notamment, en sciences pures (de 6,0 % à 8,2 %) et en sciences de l'éducation (de 0,9 % à 2,4 %). Les domaines où le taux de chômage a diminué sont les sciences appliquées et les études plurisectorielles.

Évolution du taux de chômage de 2007 à 2011 selon le domaine d'études

	2007	2011	Écart
Sciences de la santé	0,8%	0,8%	0,0%
Sciences pures	6,0%	8,2%	2,2%
Sciences appliquées	5,0%	3,4%	-1,6%
Sciences humaines	5,9%	7,0%	1,1%
Lettres	6,0%	6,2%	0,2%
Droit	8,8%	8,8%	0,0%
Sciences de l'éducation	0,9%	2,4%	1,5%
Sciences administratives	3,6%	4,5%	0,9%
Arts	6,0%	6,3%	0,3%
Études plurisectorielles	6,4%	4,7%	-1,7%

Source : Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie.

2. Les indicateurs pour les universités canadiennes

Les universités québécoises se comparent relativement bien à l'échelle canadienne. Plusieurs indicateurs permettent de comparer les taux de participation ou de diplomation. Pour établir les comparaisons interprovinciales, les données proviennent généralement de Statistique Canada.

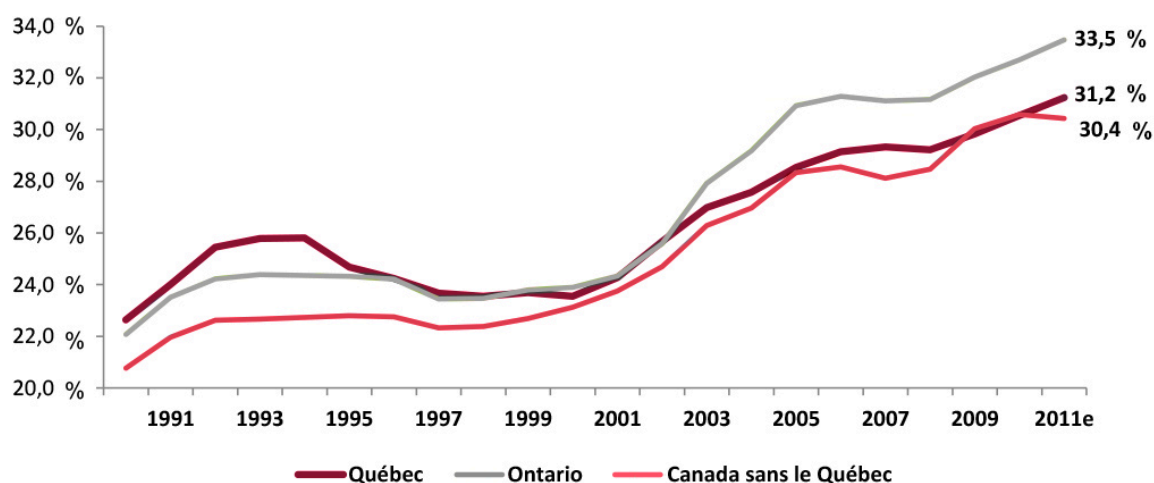
Il existe des différences structurelles entre les systèmes d'éducation des provinces. Ainsi, au Québec, le diplôme d'études collégiales en formation préuniversitaire constitue la condition habituelle d'admission à l'enseignement universitaire, alors que, dans les autres provinces, le diplôme d'études secondaires est habituellement suffisant. Par ailleurs, dans certaines provinces de l'Ouest, surtout en Alberta et en Colombie-Britannique, des étudiants ont la possibilité de faire leurs deux premières années d'études universitaires dans un collège, puis de terminer leur programme d'études à l'université. Ces différences structurelles ont un impact sur certains des indicateurs comparatifs retenus dans ce document.

2.1 Le taux de participation aux études universitaires

Un indicateur du niveau de participation aux études universitaires entre les provinces s'obtient en comparant le ratio du nombre d'étudiants inscrits dans les universités, exprimé en équivalence au temps plein, par rapport à la population des 18-24 ans.

Le taux de participation aux études universitaires au Québec a été de 31,2 % en 2011-2012. Par rapport aux autres provinces, pour la même année, le taux d'accès au Québec est plus élevé que celui du Canada (excluant le Québec), où il se situe à 30,4 %, mais inférieur au taux de l'Ontario (33,5 %). Depuis 2002-2003, le taux d'accès aux études universitaires s'est amélioré en Ontario par rapport au Québec et au Canada.

Taux de participation aux études universitaires (en %)



Note : Le taux de participation aux études universitaires se calcule en rapportant l'effectif étudiant en équivalent temps plein (EETP) sur la population des 18-24 ans. Aux fins du calcul de l'effectif étudiant en ETP, l'effectif à temps partiel est converti en EETP en étant divisé par 3,5, puis est additionné à l'effectif à temps plein. Ce sont les effectifs de tous âges.

Source : Pour l'effectif étudiant, Statistique Canada, Système d'information sur les étudiants postsecondaires (SIEP); pour la population de 18 à 24 ans, Statistique Canada, Estimations de la population au 1^{er} juillet, selon une compilation fournie par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ).

2.2 Le taux de diplomation aux études universitaires

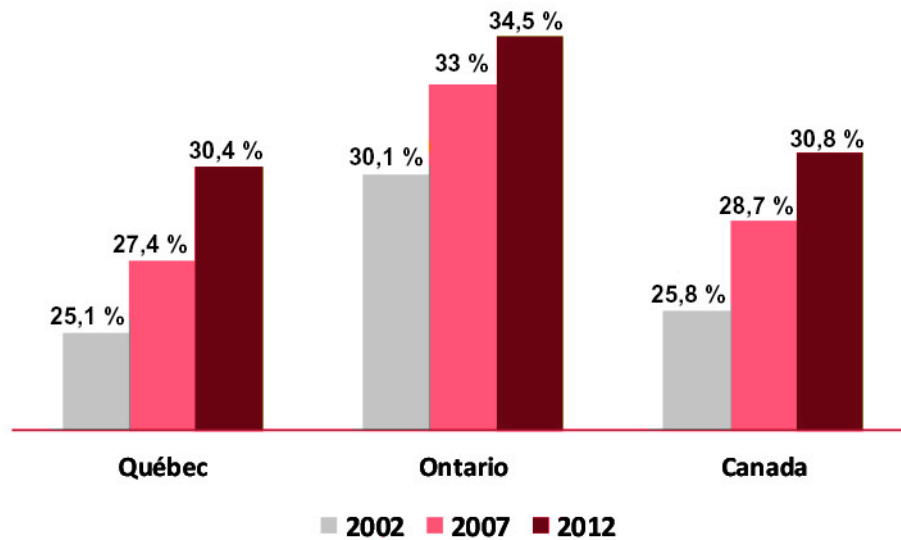
Il existe plusieurs indicateurs pour comparer le taux de diplomation entre les provinces, dont :

- La proportion de la population des 25-34 ans détenant un diplôme universitaire; cet indicateur permet d'illustrer l'étendue de la diplomation parmi la génération des jeunes sur le marché du travail, reflétant ainsi la performance des provinces en matière d'accès, de réussite et de diplomation au cours des 10 dernières années; cet indicateur ainsi que celui pour déterminer le taux de participation présenté précédemment ont été publiés la dernière fois dans le document de consultation pour la rencontre des partenaires de l'éducation de décembre 2010.
- Le nombre de sanctions décernées par les universités pour une année donnée par rapport à la population cible ayant l'âge auquel le diplôme est habituellement accordé au Canada (ex. : 22 ans pour un baccalauréat); cet indicateur, développé par Statistique Canada, permet d'illustrer la performance très récente du système d'une province; c'est en quelque sorte une mesure de l'état actuel des choses, en utilisant les dernières données disponibles à l'échelle canadienne; de façon générale, il montre que le Québec a fait un certain rattrapage par rapport aux autres provinces : on s'améliorerait plus rapidement que les autres provinces à ce chapitre.

□ Taux de *diplomation* des 25-34 ans

Au Québec, comme ailleurs au Canada, le taux de diplomation des 25-34 ans s'est amélioré au cours des dix dernières années. Globalement, en 2012, 30,4 % de la population âgée de 25 à 34 ans détenait un grade universitaire (baccalauréat, maîtrise ou doctorat), comparativement à 25,1 % en 2002 et à 27,4 % en 2007. Le taux au Québec est comparable à celui du Canada (30,8 %), mais il demeure inférieur au taux ontarien (34,5 %).

**Proportion de la population âgée de 25 à 34 ans
détenant un baccalauréat, une maîtrise ou un doctorat**

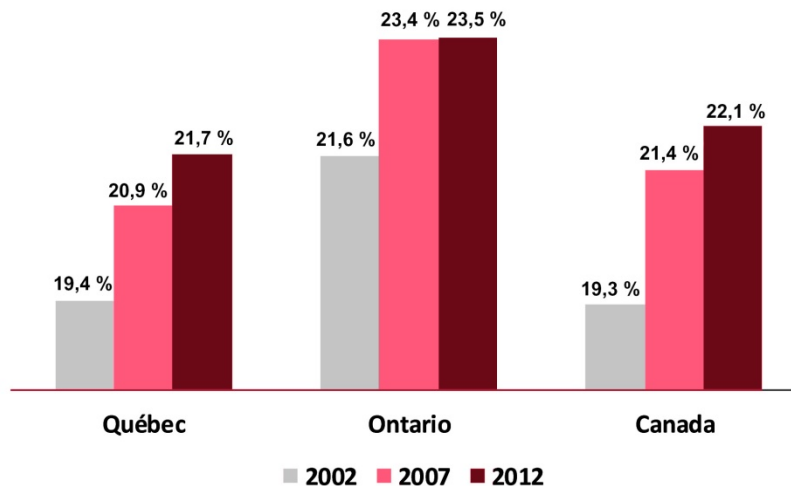


Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active* (EPA).

Au baccalauréat

Au Québec, sur une base annuelle, la proportion de baccalauréats accordés a été plus faible qu'en Ontario et qu'au Canada. Cela se reflète également sur la proportion de bacheliers parmi la population des 25-34 ans qui est plus faible au Québec, en particulier par rapport à l'Ontario.

**Proportion de la population âgée de 25 à 34 ans
détenant seulement un baccalauréat**

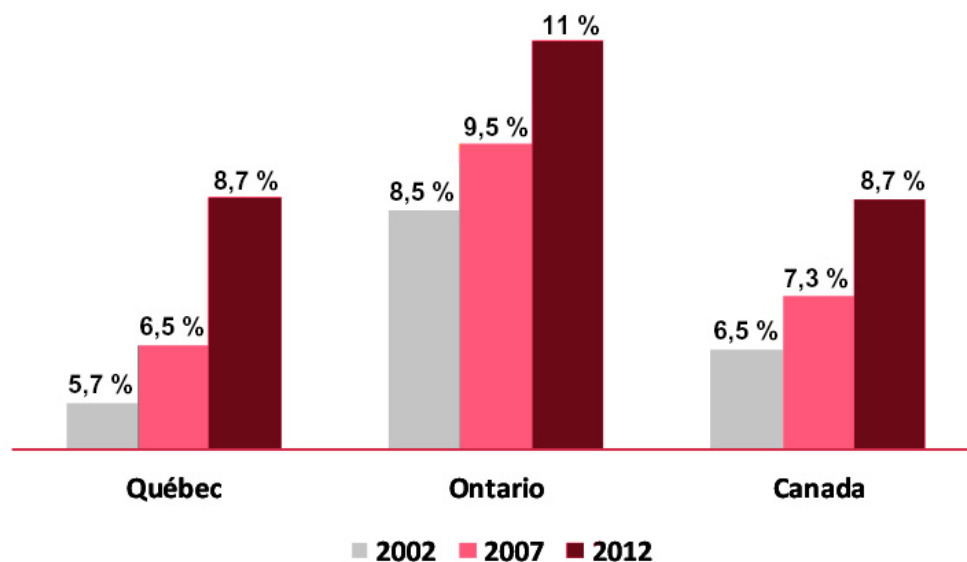


Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active* (EPA).

À la maîtrise et au doctorat

En 2012, la proportion de la population des 25-34 ans détenant une maîtrise ou un doctorat était de 8,7 % au Québec, de 11,0 % en Ontario et de 8,7 % au Canada.

Proportion de la population âgée de 25 à 34 ans détenant une maîtrise ou un doctorat



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active* (EPA).

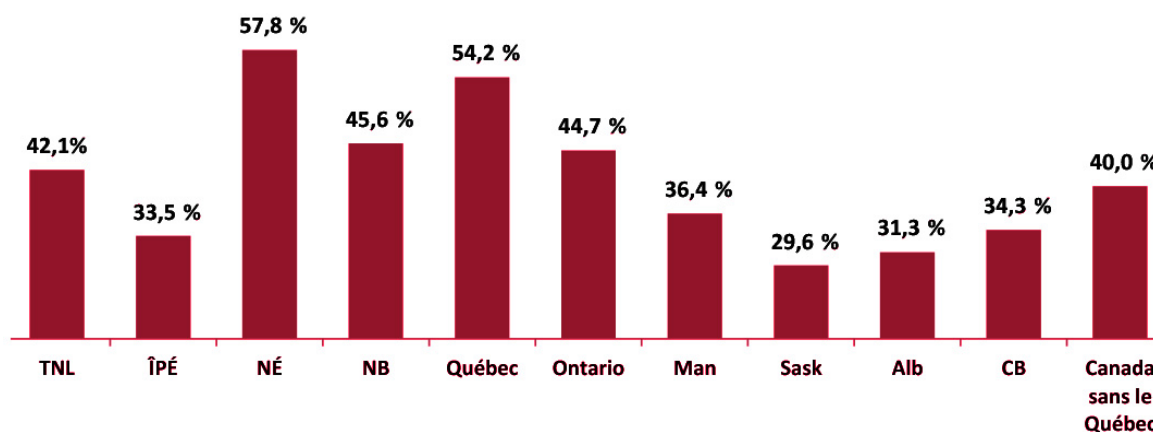
□ Le taux de diplomation en 2010

Par rapport aux graphiques précédents, en plus des diplômes de grade, les indicateurs qui suivent tiennent compte des certificats et des autres diplômes.

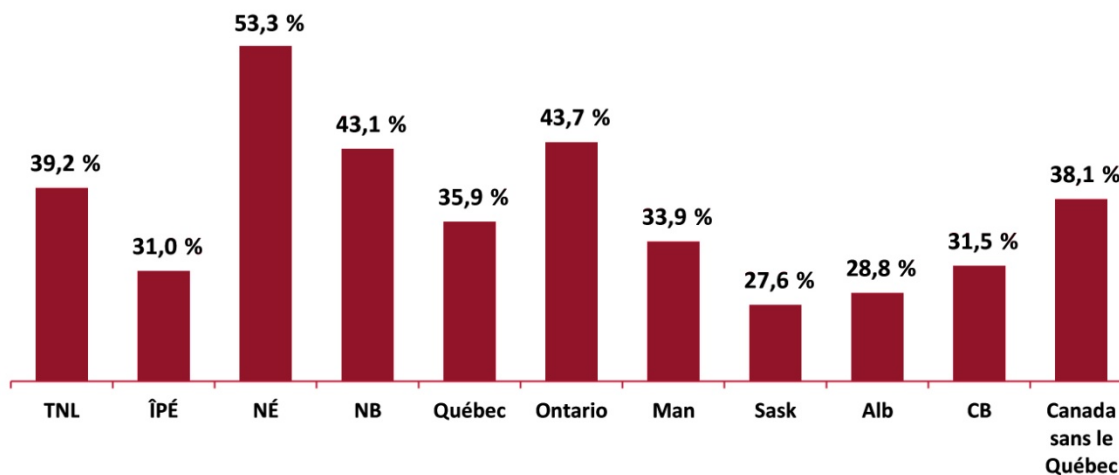
Au premier cycle

En 2010, le Québec arrive en deuxième place au Canada, derrière la Nouvelle-Écosse, pour le nombre de sanctions au premier cycle accordées par les universités par rapport à la population cible. Le nombre de sanctions comprend à la fois celles décernées aux étudiants québécois, aux étudiants canadiens non-résidents du Québec et aux étudiants étrangers. Pour ce qui est du baccalauréat, le Québec arrive cinquième au Canada.

Taux d'obtention d'un diplôme de 1^{er} cycle universitaire en 2010 — provinces canadiennes



Taux d'obtention d'un baccalauréat en 2010 — provinces canadiennes



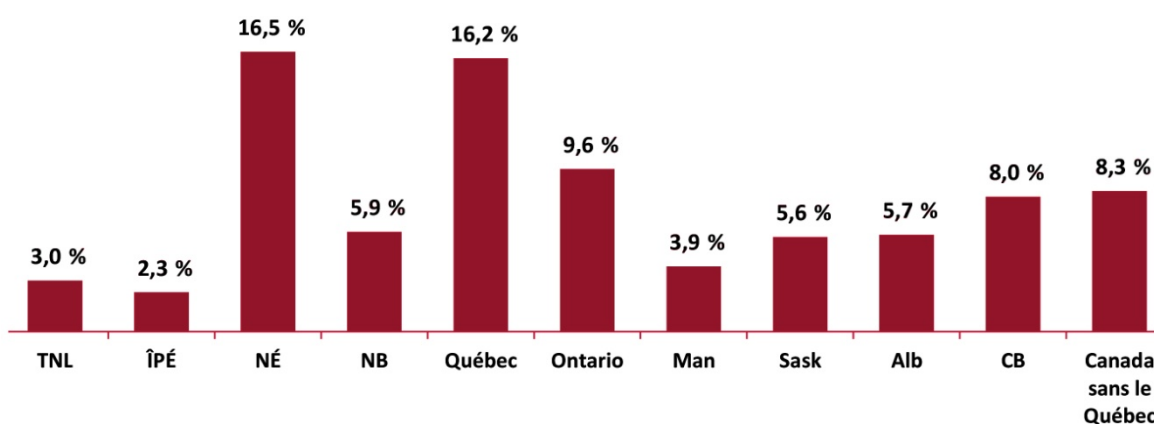
Note : Taux défini comme étant le nombre total de sanctions décernées au 1^{er} cycle (grades, certificats et autres diplômes) divisé par le total de la population âgée de 22 ans dans la province.

Source : Statistique Canada pour le nombre de sanctions et la population. Calculs effectués par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie à partir des données de Statistique Canada.

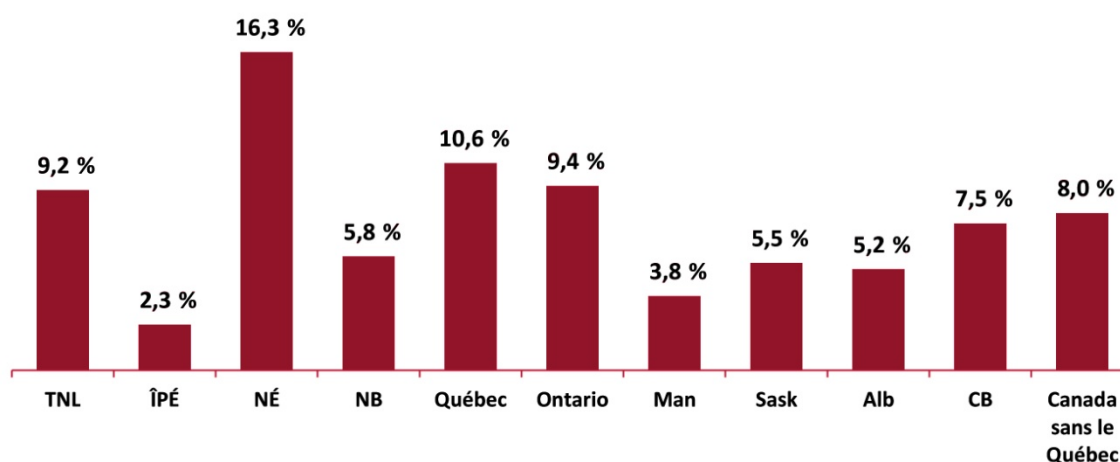
Au deuxième cycle

Le Québec arrive deuxième au Canada, devancé seulement par la Nouvelle-Écosse, pour le nombre de diplômes de deuxième cycle accordés en 2010 par les universités par rapport à la population âgée de 24 ans. C'est le même constat pour le nombre de maîtrises accordées au cours de la même année.

Taux d'obtention d'un diplôme de 2^e cycle universitaire en 2010 — provinces canadiennes



Taux d'obtention d'une maîtrise en 2010 — provinces canadiennes



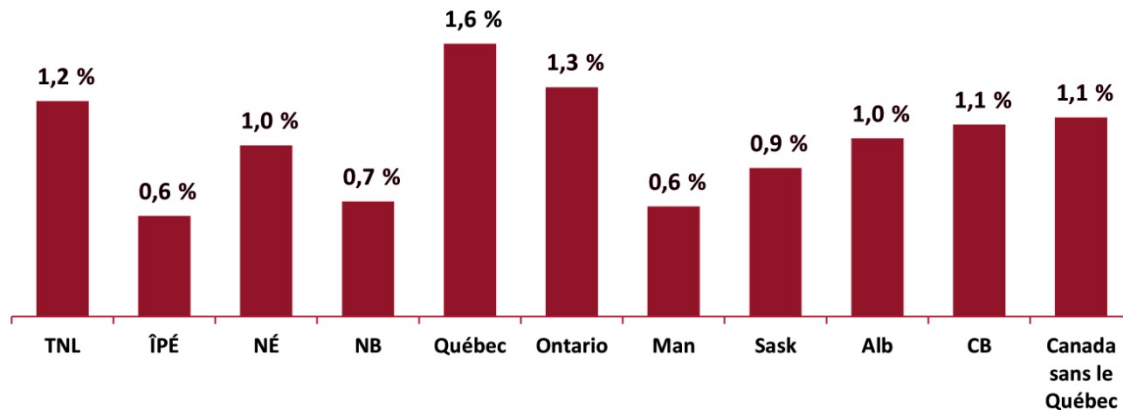
Note : Taux défini comme étant le nombre total de maîtrises décernées divisé par le total de la population âgée de 24 ans dans la province.

Source : Statistique Canada pour le nombre de sanctions et la population. Calculs effectués par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie à partir des données de Statistique Canada.

Au doctorat

Le Québec arrive premier au Canada pour le nombre de doctorats accordés en 2010 par les universités par rapport à la population âgée de 27 ans.

Taux d'obtention d'un doctorat en 2010 — provinces canadiennes



Note : Taux défini comme étant le nombre total de doctorats décernés divisé par le total de la population âgée de 27 ans dans la province.

Source : Statistique Canada pour le nombre de sanctions et la population. Calculs effectués par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie à partir des données de Statistique Canada.

2.3 Le taux de diplomation aux études postsecondaires

Le tableau suivant présente la situation au Canada en 2010 en ce qui concerne le taux de diplomation aux études postsecondaires selon différentes tranches d'âge⁵.

- Dans la population âgée de 25 à 64 ans, la proportion des individus détenant un diplôme d'études postsecondaires est de 48 % au Québec, soit une proportion comparable à la moyenne des provinces, si on exclut l'Ontario qui se situe à 57 %.
- Pour le groupe des 25-34 ans, la proportion de diplômés est de 55 % au Québec et de 64 % en Ontario.

**Pourcentage de titulaires d'un diplôme d'études postsecondaires en 2010
selon la province et le groupe d'âge**

	25-64 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	55-64 ans
Terre-Neuve-et-Labrador	36	47	44	32	26
Île-du-Prince-Édouard	49	58	56	46	38
Nouvelle-Écosse	49	60	55	44	41
Nouveau-Brunswick	45	57	52	39	37
Québec	48	55	57	44	35
Ontario	57	64	62	53	48
Manitoba	46	48	50	44	41
Saskatchewan	37	41	39	32	35
Alberta	46	46	51	42	44
Colombie-Britannique	48	51	54	45	43
Canada	51	56	57	47	42

Sources : Indicateurs de l'éducation au Canada : une perspective internationale 2012, Statistique Canada, tableau A.1.3, pages 110 et 111.

5. Cependant, pour que les taux soient comparables entre les provinces, il faudrait tenir compte du fait que la formation professionnelle au Québec est dispensée au niveau secondaire, alors qu'elle se donne dans les collèges dans les autres provinces.

3. L'effectif étudiant dans les universités québécoises

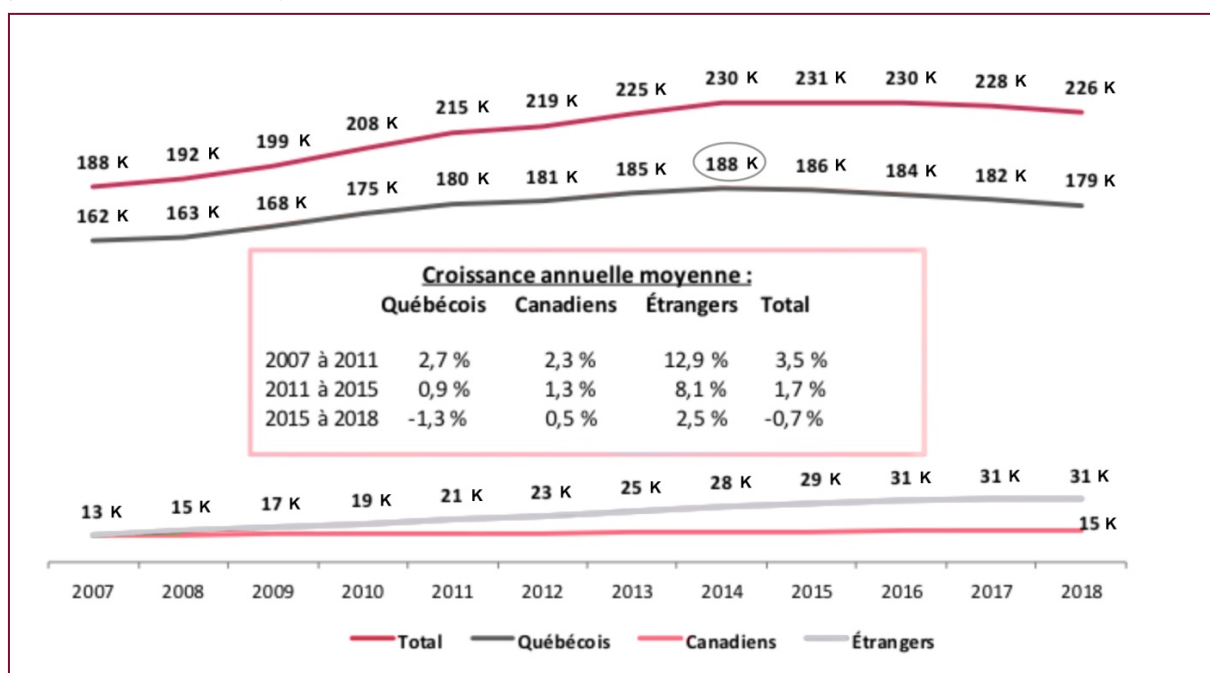
En 2011-2012, le nombre d'étudiants inscrits dans les universités québécoises était de 281 000, en hausse de 2,7 % par rapport à l'année précédente. Exprimé en effectif équivalent temps plein (EETP), cela représente 215 000 étudiants, en incluant les étudiants québécois, les étudiants canadiens non-résidents du Québec et les étudiants étrangers, mais en excluant les postdoctorants et les médecins résidents.

3.1 Les prévisions de l'effectif étudiant jusqu'en 2018

Selon les prévisions du Ministère, le nombre d'étudiants inscrits à l'université devrait augmenter modérément au cours des prochaines années, avec une croissance annuelle moyenne de 1,7 % de 2011-2012 à 2015-2016.

- Pour les étudiants québécois, on prévoit une hausse annuelle moyenne de 0,9 % de 2011 à 2015, principalement en raison du vieillissement de la population québécoise, comparativement à une augmentation de 2,7 % au cours des années 2007 à 2011.
- De 2015 à 2018, il est prévu que l'effectif étudiant diminuera de 0,7 % par année en moyenne, en raison de la diminution du nombre d'étudiants québécois (-1,3 %).

Évolution de l'effectif étudiant dans les universités québécoises – 2007 à 2018 (en milliers, en EETP)



Note : Excluant les médecins résidents et les postdoctorants.

Source : Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie.

3.2 La répartition des étudiants dans les domaines d'études

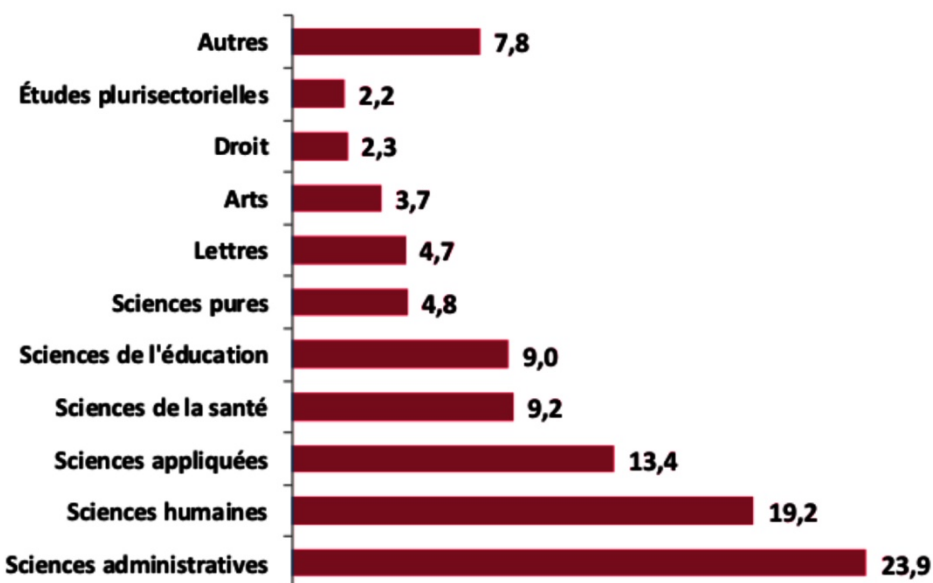
Dans les universités québécoises, les étudiants ont accès à environ 50 000 cours de formation dans les trois cycles universitaires. Ces cours sont parties intégrantes des 4 328 programmes, incluant les programmes de grades, les certificats, les attestations, les diplômes, les microprogrammes qui sont offerts par les universités dans les différents domaines d'études.

La répartition du nombre de programmes par cycle d'études est la suivante :

- 2 270 programmes du 1^{er} cycle;
- 1 668 programmes du 2^e cycle;
- 390 programmes du 3^e cycle.

En 2010, les étudiants inscrits dans les universités étaient répartis dans tous les domaines d'études présents à l'enseignement universitaire, particulièrement en sciences de l'administration, en sciences humaines et en sciences appliquées.

Répartition des étudiants selon le domaine d'études en 2010 (répartition du nombre d'individus inscrits)



Source : Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie.

3.3 La nature des diplômes délivrés par les universités

En 2012, les universités québécoises ont décerné 71 815 sanctions de toute nature, soit :

- 52 236 sanctions au 1^{er} cycle (72,7 % du total);
- 17 744 sanctions au 2^e cycle (24,7 % du total);
- 1 835 sanctions au 3^e cycle (2,6 % du total).

Les sanctions décernées par les universités en 2012 selon le type de diplômes et le cycle d'études

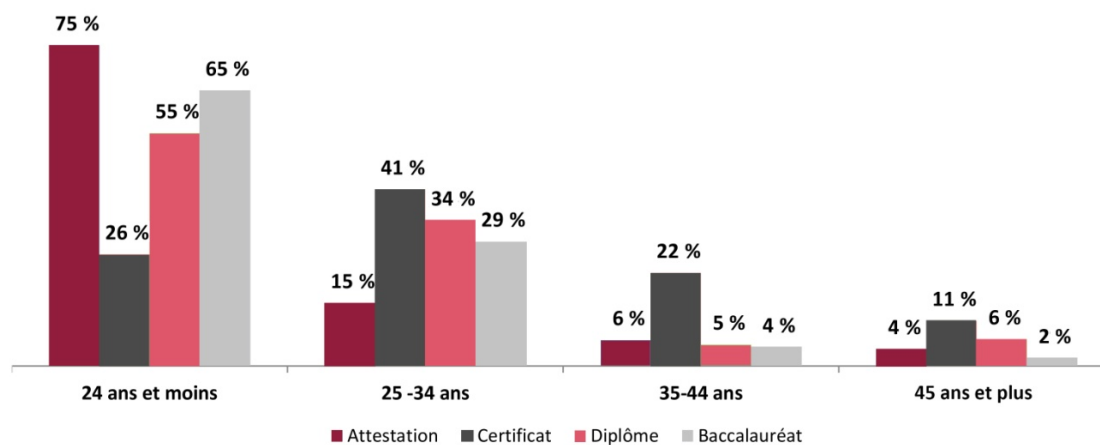
	1 ^{er} cycle		2 ^e cycle		3 ^e cycle		Total	
	Nombre	Répartition	Nombre	Répartition	Nombre	Répartition	Nombre	Répartition
Attestations	3 556	6,8%	1 808	10,2%	18	1,0%	5 382	7,5%
Certificats	14 577	27,9%	377	2,1%	43	2,3%	14 997	20,9%
Diplômes	319	0,6%	3 905	22,0%		0,0%	4 224	5,9%
Grade	33 784	64,7%	11 654	65,7%	1 774	96,7%	47 212	65,7%
Total	52 236	100,0%	17 744	100,0%	1 835	100,0%	71 815	100,0%

Source : Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie.

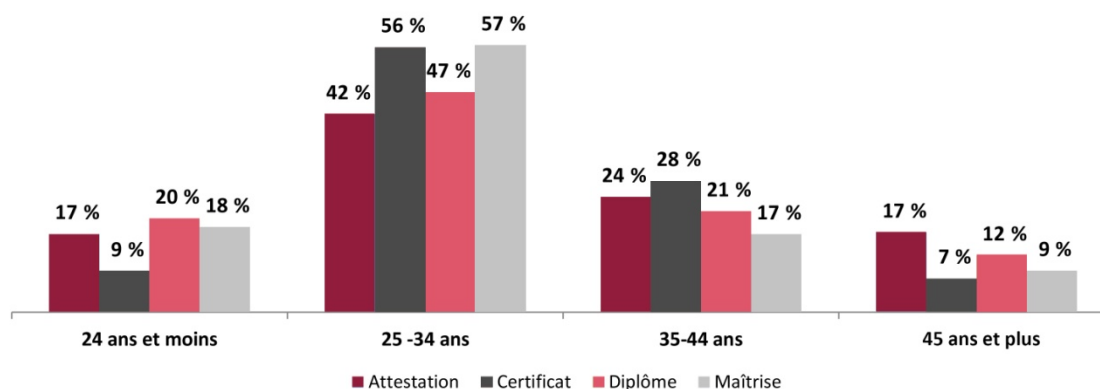
En particulier, on observe en 2012 une forte proportion des certificats décernés aux étudiants situés dans la tranche d'âge des 25-34 ans.

Répartition des sanctions selon la tranche d'âge et le type de sanctions en 2012

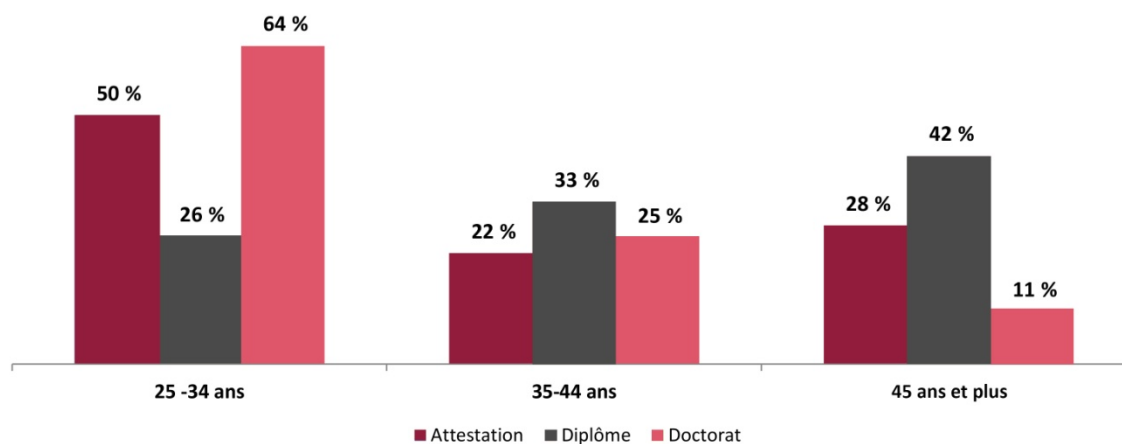
1^{er} cycle



2^e cycle



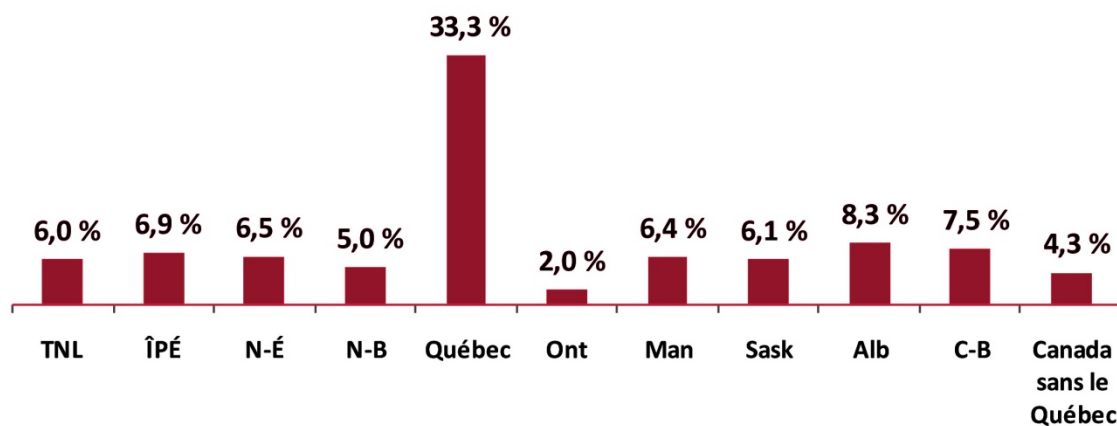
3^e cycle



Source : Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie.

Par rapport au total canadien, les universités québécoises accordent environ 75 % des diplômes autres que les diplômes de grade (catégorie « autres diplômes »). Au Québec, la catégorie des « autres diplômes » représente 33,3 % du total des sanctions accordées. En comparaison, cette proportion n'est que de 2,0 % en Ontario.

Proportion des « autres diplômes » dans le nombre total de sanctions accordées par les universités dans les provinces canadiennes – année 2010

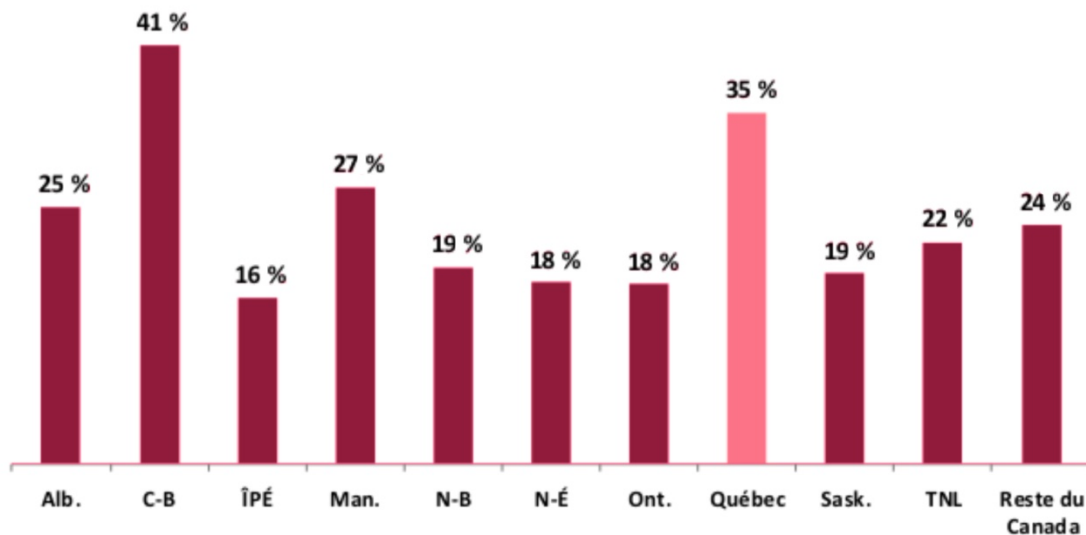


Source : Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie.
Calculs effectués à partir des données de Statistique Canada.

3.4 La proportion d'étudiants à temps partiel

Au Québec, en 2010, 35 % des étudiants étaient inscrits à temps partiel, ce qui représente environ 100 000 étudiants. Ces étudiants poursuivent leurs études à temps partiel pour différentes raisons, notamment pour occuper un emploi ou pour concilier études et famille. La proportion d'étudiants à temps partiel est relativement élevée au Québec par rapport à la moyenne des autres provinces.

Proportion d'étudiants inscrits à temps partiel en 2010



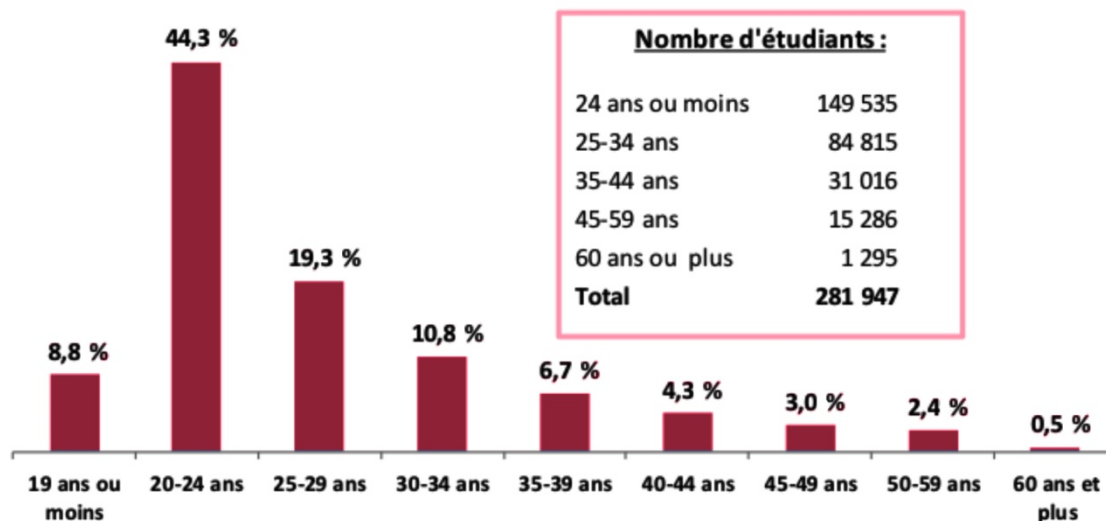
Source : Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie.
Calculs effectués à partir des données de Statistique Canada.

3.5 La répartition des étudiants selon la tranche d'âge

En 2010, les quelque 280 000 étudiants universitaires se retrouvaient dans toutes les tranches d'âge, en majorité dans la tranche d'âge des 20-24 ans (44,3 %).

- 72,4 % des étudiants étaient âgés de moins de 30 ans.
- 21,3 % de la population des 18-24 ans était inscrite dans un programme universitaire.

Effectif étudiant dans les universités québécoises selon la tranche d'âge – 2010-2011 (répartition du nombre d'individus inscrits)



Source : Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie.

3.6 Le taux d'accès selon le groupe socioéconomique

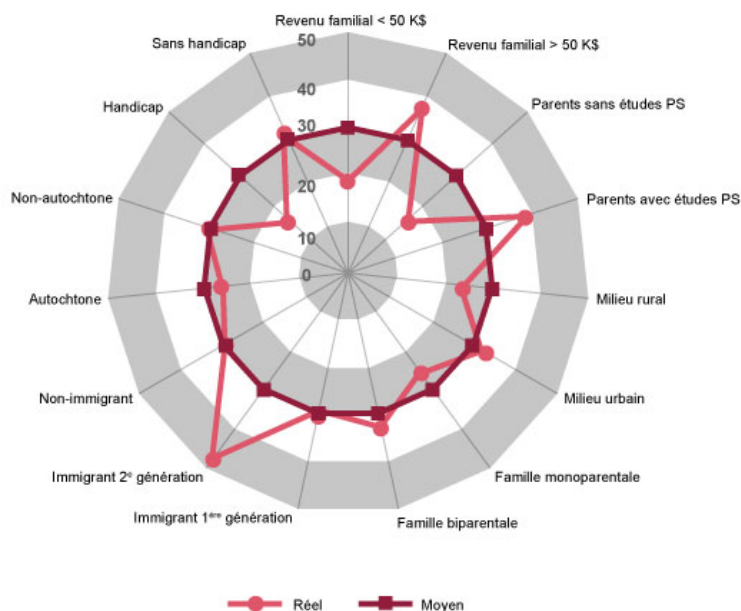
Les graphiques suivants présentent les taux d'accès aux études postsecondaires observés chez certains groupes socioéconomiques par rapport à la population québécoise.

On constate qu'à l'ordre d'enseignement universitaire, le taux d'accès des groupes suivants est inférieur à la moyenne de la population :

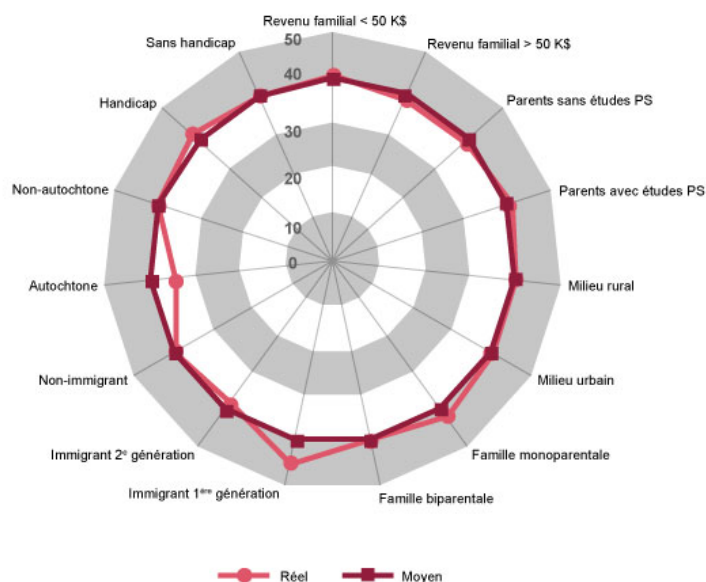
- les étudiants provenant des milieux moins favorisés,
- ceux de première génération,
- ceux des Premières Nations,
- les personnes handicapées.

À l'ordre d'enseignement collégial, la situation observée pour ces groupes est plus uniforme, à l'exception des Autochtones.

Taux d'accès à l'université au Québec en fonction de l'appartenance à un groupe



Taux d'accès au collège au Québec en fonction de l'appartenance à un groupe



Note : Les taux d'accès sont basés sur deux sondages réalisés auprès d'un échantillon d'élèves du secondaire âgés de 15 ans au 31 décembre 1999. Le premier sondage a été réalisé en avril et mai 2000. Le deuxième sondage a été effectué en 2006 auprès des mêmes élèves, qui étaient alors âgés de 21 ans. Les taux d'accès reflètent la proportion de ces jeunes qui avaient alors entrepris des études collégiales ou universitaires.

Source : Université du Québec, Parce que le Québec a besoin de tous ses talents : proposition en vue d'une stratégie nationale de participation aux études universitaires, décembre 2013.

3.7 Le ratio étudiants/professeurs

Le ratio étudiants/professeurs est calculé en divisant le nombre d'étudiants (en EETP) dans les universités par le nombre de professeurs réguliers, ce qui exclut les chargés de cours et les professeurs à temps partiel.

- Au Québec, selon la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ), environ 87 % des professeurs réguliers seraient titulaires d'un doctorat.
- À l'échelle québécoise, on observe que le ratio étudiants/professeurs est de 21,5 en 2010-2011 et qu'il varie d'une université à l'autre.

Ratio étudiants/professeurs dans les universités québécoises pour 2010-2011

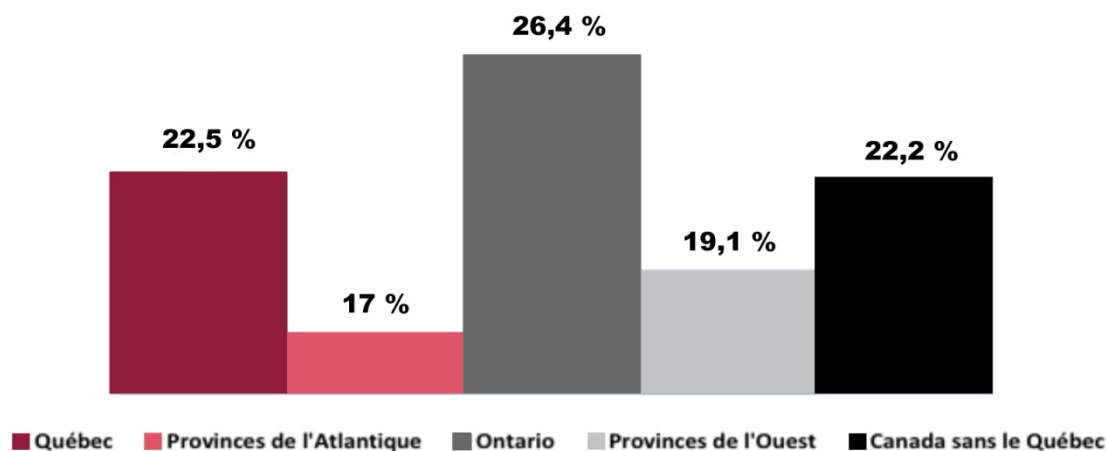
	Nombre de professeurs réguliers	Effectif étudiant (EETP) ¹	Ratio étudiants / professeurs
Université Laval	1 348	29 208	21,7
Université McGill	1 718	26 434	15,4
Université Bishop's	112	2 259	20,2
Université de Montréal	1 458	33 918	23,3
École Polytechnique de Montréal	222	5 400	24,3
École des hautes études commerciales de Montréal	235	8 117	34,5
Université Concordia	992	26 654	26,9
Université de Sherbrooke	1 070	17 021	15,9
Université du Québec à Montréal	956	25 875	27,1
Université du Québec à Trois-Rivières	382	8 459	22,1
Université du Québec à Chicoutimi	228	4 526	19,9
Université du Québec à Rimouski	198	3 823	19,3
Université du Québec en Outaouais	187	3 928	21,0
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	98	1 530	15,6
Institut national de la recherche scientifique	153	366	2,4
École nationale d'administration publique	44	832	18,9
École de technologie supérieure	159	4 897	30,8
Télé-université	69	3 521	51,0
TOTAL	9 629	206 768	21,5

1) Excluant les résidences en médecine et les stagiaires postdoctoraux.

Sources : CREPUQ pour le nombre de professeurs réguliers; ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie pour l'effectif étudiant.

Par rapport aux autres provinces, le nombre moyen d'étudiants par professeur au Québec (22,5 en utilisant les données de Statistique Canada) est comparable à celui de la moyenne des autres provinces (22,2) et inférieur à l'Ontario (26,4).

Ratio étudiants/professeurs au Canada selon la région – année 2010-2011
(EETP divisé par le nombre de professeurs réguliers, en %)



Note : Le nombre moyen d'étudiants par professeur dans les universités du Québec indiqué ici (22,5 en 2010-2011) est différent de celui indiqué dans le tableau précédent (21,5), en raison des méthodes différentes utilisées par Statistique Canada et le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie pour calculer l'effectif étudiant en EETP.

Source : Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie. Calculs effectués à partir de données de Statistique Canada.

Le tableau suivant présente le ratio étudiants/professeurs dans vingt universités canadiennes offrant de la formation au 1^{er} cycle. Parmi 63 universités, il présente celles ayant le ratio le plus faible (10 universités) et celles ayant celui le plus élevé (10 universités).

Ratio étudiants/professeur pour certaines universités au Canada en 2010-2011

Établissement	Province	Effectif étudiant en EETP ¹	Nombre de professeurs réguliers à temps plein	Nombre moyen d'étudiants par professeur
Les universités où le ratio est le plus bas				
Université de la Colombie-Britannique	Colombie-Britannique	37 192	2 631	14,1
Université Dalhousie	Nouvelle-Écosse	14 681	996	14,7
Université du Nord de la Colombie-Britannique	Colombie-Britannique	2 844	186	15,3
Université de Sherbrooke	Québec	16 928	1 071	15,8
Université de l'Île-du-Prince-Édouard	Île-du-Prince-Édouard	3 869	243	15,9
Université Acadia	Nouvelle-Écosse	3 306	207	16,0
Université Brandon	Manitoba	2 652	165	16,1
Université de la Saskatchewan	Saskatchewan	17 834	1 077	16,6
Université Memorial de Terre-Neuve	Terre-Neuve-Labrador	15 471	933	16,6
Université de Lethbridge	Alberta	7 466	450	16,6
Les universités où le ratio est le plus élevé				
Université de Waterloo	Ontario	30 640	1 023	30,0
Université Fraser Valley	Colombie-Britannique	7 637	249	30,7
Université Thompson -Rivers	Colombie-Britannique	8 925	288	31,0
École d'art et de design de l'Ontario	Ontario	3 362	108	31,1
Université de Guelph	Ontario	24 573	780	31,5
Université Athabasca	Alberta	5 661	177	32,0
École des hautes études commerciales	Québec	7 752	237	32,7
Université Mount Royal	Alberta	11 346	336	33,8
Université York	Ontario	47 858	1 407	34,0
Institut universitaire de technologie de l'Ontario	Ontario	6 982	159	43,9

1) Aux fins du calcul, l'effectif à temps partiel est converti en équivalence au temps plein (EETP) en étant divisé par 3,5, puis est additionné à l'effectif à temps plein.

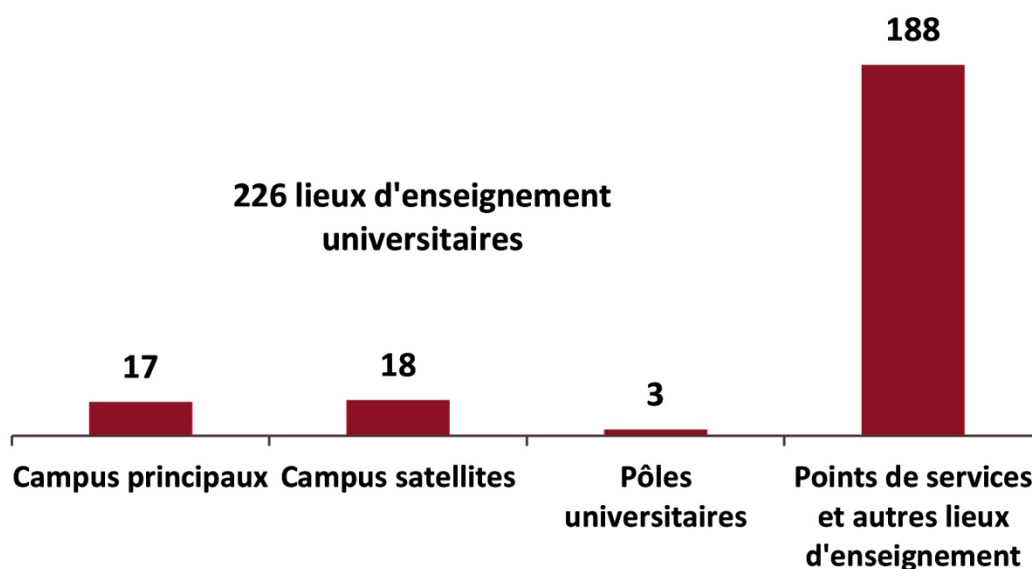
Source: Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie.
Calculs effectués à partir des données de Statistique Canada.

3.8 Le lieu de formation des étudiants

Les étudiants peuvent accéder à la formation universitaire partout au Québec, en particulier sur les campus principaux des établissements. Ils ont aussi accès à de la formation dans les campus satellites (ex. : campus Longueuil de l'Université de Sherbrooke), dans les pôles universitaires et dans les différents points de services rattachés aux établissements⁶.

Selon des analyses réalisées par la CREPUQ, on retrouvait, à l'automne 2011, 226 lieux d'enseignement sur le territoire québécois, dont 188 points de services et autres lieux d'enseignement. Par ailleurs, à l'automne 2008, plus de 40 % de l'offre de formation délocalisée ne conduisait pas à un grade.

Lieux d'enseignement des universités québécoises



Source : CREPUQ (2012), *L'offre de formation universitaire sur le territoire québécois : comparaison sommaire des données entre l'automne 2008, l'automne 2010 et l'automne 2011*.

Au trimestre d'automne 2008, sur l'ensemble du territoire québécois, il y avait 6,1 % des étudiants qui recevaient leur formation hors du campus principal de l'université. Pour le même trimestre, 2,7 % des étudiants étaient inscrits dans une formation dispensée soit dans un pôle universitaire, dans un point de services ou dans un autre lieu d'enseignement.

6. L'annexe II donne les définitions des catégories de lieux d'enseignement que l'on retrouve dans les universités québécoises.

Distribution des EETP associés à un lieu d'enseignement selon le type de lieu d'enseignement, trimestre d'automne 2008

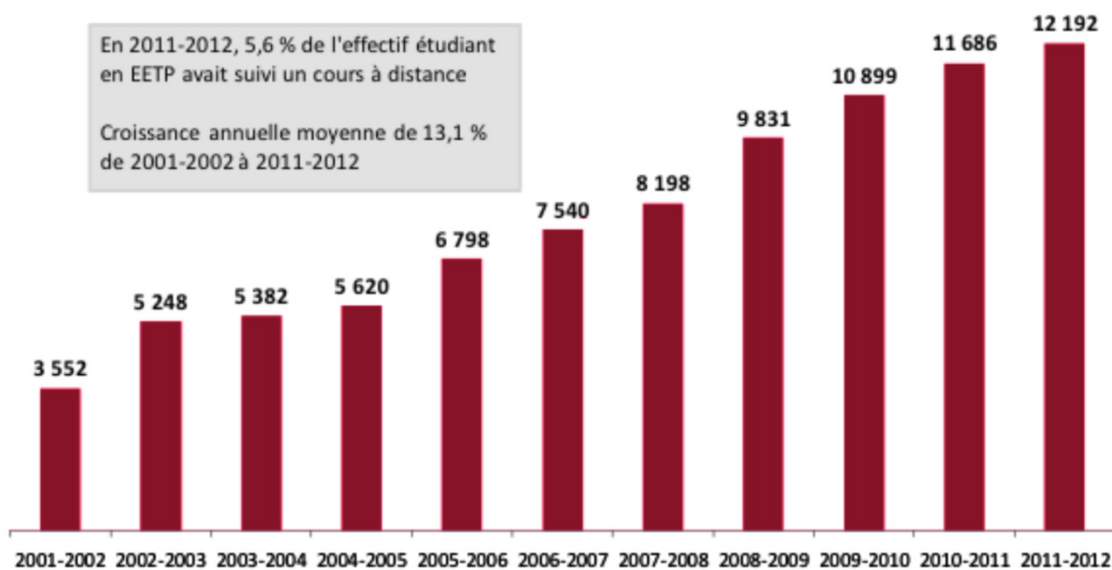
	Campus						Hors campus		Total
	Campus principal		Autres campus		Total campus		EETP	%	EETP
	EETP	%	EETP	%	EETP	%			
Bishop's	862,3	100,0%			862,3	97,7%	20,4	2,3%	882,9
Concordia	9 836,3	100,0%			9 836,3	99,6%	44,3	0,4%	9 880,6
Laval	10 270,5	100,0%			10 270,5	95,8%	444,7	4,2%	10 715,2
McGill	10 506,2	96,1%	423,0	3,9%	10 929,2	99,4%	69,8	0,6%	10 999,0
Montréal +									
Montréal	12 522,0	97,2%	357,0	2,8%	12 879,0	98,4%	207,4	1,6%	13 086,4
HEC	3 545,1	100,0%			3 545,1	98,3%	61,4	1,7%	3 606,5
Polytechnique	1 928,0	100,0%			1 928,0	99,8%	4,4	0,2%	1 932,4
Sherbrooke	5 663,7	91,5%	523,9	8,5%	6 187,6	96,7%	211,1	3,3%	6 398,7
Université du Québec									
UQAM	10 646,5	100,0%			10 646,5	95,7%	477,4	4,3%	11 123,9
UQTR	2 963,8	100,0%			2 963,8	90,5%	312,5	9,5%	3 276,3
UQAC	1 681,8	100,0%			1 681,8	94,4%	100,2	5,6%	1 782,0
UQAR	710,4	50,6%	693,8	49,4%	1 404,2	95,2%	70,7	4,8%	1 474,9
UQO	1 248,6	82,3%	268,6	17,7%	1 517,2	99,8%	2,8	0,2%	1 520,0
UQAT	393,4	79,9%	99,1	20,1%	492,5	81,2%	113,8	18,8%	606,3
ÉNAP	57,7	25,3%	170,7	74,7%	228,5	89,3%	27,3	10,7%	255,8
INRS	33,3	25,9%	95,1	74,1%	128,3	100,0%			128,3
ÉTS	1 523,4	100,0%			1 523,4	99,7%	4,4	0,3%	1 527,8
Total	74 392,9	96,6%	2 631,2	3,4%	77 024,1	97,3%	2 172,5	2,7%	79 196,6

Source: système GDEU du MELs.

3.9 La formation à distance

Outre la diversité des lieux d'enseignement, la plupart des établissements offrent à leurs étudiants de la formation qu'ils peuvent suivre à distance, par l'entremise d'Internet. En 2011-2012, 12 192 étudiants, soit 5,6 % de l'ensemble, ont bénéficié de la formation à distance, dont 30 % dispensée par la TELUQ. De 2001-2002 à 2011-2012, le nombre d'étudiants ayant suivi ce type de formation a augmenté de 13,1 % en moyenne par année.

Effectif étudiant dans les universités québécoises ayant suivi un cours à distance – 2001-2002 à 2011-2012 (en équivalent temps plein)



Source : Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie.

4. Les informations financières sur les universités québécoises

4.1 Les revenus des universités

En 2012-2013, les revenus des fonds de fonctionnement des universités, qui servent surtout à financer les activités d'enseignement, se sont élevés à 4,2 G\$, soit 70,8 % des revenus totaux. Pour la même année, les revenus dans les fonds avec restrictions, qui sont constitués des contrats et des subventions de recherche, ont atteint 1,2 G\$ pour l'ensemble des universités.

Le gouvernement du Québec a financé 54,8 % des revenus totaux des universités, soit pour un montant de 3,3 G\$. La contribution des étudiants a été de 989,0 M\$ (16,5 % des revenus totaux), alors que le gouvernement fédéral a contribué pour 641,9 M\$ (10,7 % des revenus totaux), principalement pour le soutien à la recherche.

Revenus détaillés des universités québécoises pour 2012-2013

(année universitaire, en millions de dollars)

	Fonds de fonctionnement	Fonds avec restrictions	Fonds d'immobilisations	Fonds de dotation	Autres fonds	REVENUS TOTAUX	Proportion
Gouvernement du Québec							
Subvention du MELS	2 676,4	29,3	158,2	0,0	0,0	2 864,0	47,8%
Subventions des autres ministères	6,9	55,5	21,6	0,0	0,0	84,0	1,4%
Subventions des organismes affiliés	6,3	112,9	0,0	0,0	0,0	119,2	2,0%
Autres	0,0	35,8	177,7	0,0	0,0	213,4	3,6%
Sous-total	2 689,5	233,4	357,6	0,0	0,0	3 280,6	54,8%
Gouvernement du Canada							
	59,8	528,0	54,1	0,0	0,0	641,9	10,7%
Autres subventions							
	15,2	62,0	42,8	0,0	0,0	120,0	2,0%
Étudiants							
Droits de scolarité	526,5	0,0	0,0	0,0	0,0	526,5	8,8%
Forfaitaires étudiants étrangers	129,0	0,0	0,0	0,0	0,0	129,0	2,2%
Forfaitaires étudiants can. non rés. du Qc	45,1	0,0	0,0	0,0	0,0	45,1	0,8%
Cotisations des étudiants	66,4	0,0	0,0	0,0	0,0	66,4	1,1%
Autres produits provenant des étudiants	222,0	0,0	0,0	0,0	0,0	222,0	3,7%
Sous-total	989,0	0,0	0,0	0,0	0,0	989,0	16,5%
Dons, subventions non gouv. et fondations							
Revenus provenant d'une fondation	4,0	32,3	0,5	0,0	1,0	37,7	0,6%
Dons et subventions non gouvernementales	4,4	234,4	2,4	0,6	13,1	254,9	4,3%
Sous-total	8,3	266,7	2,9	0,6	14,1	292,6	4,9%
Autres revenus							
Revenus provenant du fonds de dotation	1,2	48,4	0,0	0,0	4,6	54,1	0,9%
Ventes externes	351,0	31,2	16,9	0,0	1,2	400,3	6,7%
Autres	124,4	-10,9	11,7	85,0	1,4	211,6	3,5%
Sous-total	476,7	68,7	28,5	85,0	7,1	666,0	11,1%
TOTAL	4 238,5	1 158,9	485,9	85,7	21,2	5 990,1	100,0%
Proportion	70,8%	19,3%	8,1%	1,4%	0,4%	100,0%	

Note : Le total peut ne pas correspondre à la somme des éléments en raison des arrondissements.

Source : Système d'information financière des universités (SIFU).

4.2 Les dépenses des universités

La principale dépense des universités est la masse salariale du personnel.

- En 2012-2013, la masse salariale totale s'élevait à 3,9 G\$, soit 62,3 % des dépenses totales des universités, dont 1 154,3 M\$ pour les professeurs-chercheurs.
- En particulier, les dépenses pour la masse salariale de l'ensemble du personnel représentaient 79,2 % des dépenses du fonds de fonctionnement des universités.

Dépenses détaillées des universités québécoises pour 2012-2013

(année universitaire, en millions de dollars)

	Fonds de fonctionnement	Fonds avec restrictions	Fonds d'immobilisations	Fonds de dotation	Autres fonds	DÉPENSES TOTALES	Proportion
Masse salariale							
Professeur-chercheurs	1 037,8	116,5	0,0	0,0	0,0	1 154,3	18,5%
Direction	200,4	4,9	0,0	0,0	0,0	205,3	3,3%
Gérance	67,3	2,3	0,0	0,0	0,0	69,6	1,1%
Chargé de cours	258,2	3,7	0,0	0,0	0,0	261,9	4,2%
Personnel associé à l'enseignement et à la recherche	34,3	89,9	0,0	0,0	0,0	124,2	2,0%
Personnel auxiliaire à l'enseignement et à la recherche	53,6	38,0	0,0	0,0	0,0	91,6	1,5%
Personnel professionnel non-enseignant	371,4	53,3	0,0	0,0	0,0	424,7	6,8%
Personnel de soutien technique	234,6	34,6	0,0	0,0	0,0	269,2	4,3%
Personnel de soutien de bureau	244,3	9,7	0,0	0,0	0,0	254,0	4,1%
Personnel de métier et personnel ouvrier	86,5	1,0	0,0	0,0	0,0	87,5	1,4%
Avantages sociaux	548,8	64,2	0,0	0,0	0,0	613,0	9,8%
Avantages sociaux futurs	321,0	0,0	0,0	0,0	0,0	321,0	5,2%
Sous-total	3 458,1	418,2	0,0	0,0	0,0	3 876,3	62,3%
Autres dépenses							
Frais pour congés sabbatiques et d'études	4,8	0,0	0,0	0,0	0,0	4,8	0,1%
Stagiaires postdoctoraux	3,2	45,3	0,0	0,0	0,0	48,5	0,8%
Formation et perfectionnement	13,2	5,7	0,0	0,0	0,1	19,0	0,3%
Frais de déplacement et de représentation	70,7	68,4	0,0	0,0	1,7	140,8	2,3%
Bourses	83,6	241,9	0,0	0,0	1,0	326,5	5,2%
Dépenses de subventions et cotisations	88,3	111,3	1,0	0,0	1,2	201,8	3,2%
Fournitures et matériel	110,7	113,7	0,0	0,0	1,4	225,7	3,6%
Frais de services	279,8	91,0	0,0	0,0	1,4	372,2	6,0%
Volumes et périodiques	26,2	3,9	0,0	0,0	0,0	30,1	0,5%
Dépenses reliées aux bâtiments	195,4	13,7	0,2	0,0	0,2	209,3	3,4%
Autres	34,6	23,9	705,2	7,1	0,5	771,2	12,4%
Sous-total	910,4	718,7	706,3	7,1	7,5	2 350,1	37,7%
TOTAL	4 368,5	1 136,9	706,3	7,1	7,5	6 226,4	100,0%
Proportion selon le fonds	70,2%	18,3%	11,3%	0,1%	0,1%	100,0%	
Part de la masse salariale	79,2%	36,8%	0,0%	0,0%	0,0%	62,3%	

Note : Le total peut ne pas correspondre à la somme des éléments en raison des arrondissements.

Source : Système d'information financière des universités (SIFU).

4.3 Le solde budgétaire des universités

À la fin de 2012-2013, le solde de tous les fonds des universités s'élève à -163,2 M\$, et ce, en raison de surplus cumulés de 1,0 G\$ dans le fonds des immobilisations et de 1,4 G\$ dans le fonds de dotation, qui viennent compenser en partie le déficit cumulé de 2,6 G\$ dans le fonds de fonctionnement.

Évolution des soldes des fonds des universités québécoises à la fin de la période

(année universitaire, en millions de dollars)

	Avant réforme comptable		Après réforme comptable			
	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013
Fonds de fonctionnement	-455,8	-483,4	-2 051,3	-2 142,0	-2 222,7	-2 616,3
Fonds avec restrictions (recherche et chaires)	1 191,9	1 179,7	-7,5	14,4	11,9	16,2
Fonds d'immobilisations	2 406,7	2 031,9	1 087,7	1 125,2	902,3	1 015,0
Fonds de dotation	1 131,5	967,5	1 079,6	1 228,8	1 259,0	1 406,4
Autres fonds	31,7	32,3	7,5	11,8	13,9	15,5
TOTAL	4 306,1	3 728,0	116,1	238,2	-35,6	-163,2

Note 1 : Surplus cumulé (+)/ déficit cumulé (-).

Note 2 : Le total peut ne pas correspondre à la somme des éléments en raison des arrondissements.

Source : Système d'information financière des universités (SIFU).

Annexe I : Définitions des indicateurs sur les universités québécoises

□ Taux d'accès

Le taux d'accès mesure la probabilité d'accéder aux études. C'est la proportion de la population qui accède à un type de formation ou à un ordre d'enseignement. Pour calculer le taux d'accès à un niveau donné, on établit d'abord le rapport entre les nouvelles inscriptions à différents âges et la population à ces mêmes âges. On obtient ainsi des taux d'accès selon l'âge qui sont ensuite regroupés par sommation pour obtenir la proportion d'une génération qui entreprend des études menant au diplôme visé. À l'université, on ne retient que les programmes conduisant au baccalauréat, à la maîtrise et au doctorat. Les études menant à un certificat, les autres programmes courts et les études libres sont exclus.

□ Taux de diplomation

Le taux de diplomation est la proportion de la population qui obtient un premier diplôme universitaire, pour une année donnée. En général, on calcule le taux d'obtention d'un premier diplôme universitaire en faisant la somme des taux par âge. Le concept de premier diplôme présuppose que les élèves obtenant plus d'un diplôme ne sont comptés qu'une fois.

□ Taux de réussite universitaire

Le taux de réussite universitaire mesure la proportion d'individus qui, parmi les sortants, obtiennent un diplôme.

Il y a deux approches utilisées pour mesurer le taux de réussite au Québec, soit l'analyse des flux de sorties (analyse par coupes transversales) et l'analyse des nouvelles inscriptions (analyse longitudinale).

- L'analyse des flux de sorties consiste à mesurer la réussite dans un ordre ou dans un cycle d'enseignement par la proportion de diplômes parmi les sorties d'études (d'un ordre, d'un niveau, d'un cycle, d'un programme, etc.). L'idée qui sous-tend cette méthode est de mesurer les effets du comportement d'un ensemble de générations « transversalement », c'est-à-dire durant une année précise (la production de bacheliers et de bachelières par les générations qui en cette même année ont 24 ans, 25 ans, 26 ans, etc.), au lieu de mesurer le comportement d'une génération à travers le temps.
- L'analyse des nouvelles inscriptions, soit l'analyse longitudinale, consiste à suivre dans le temps le comportement d'une cohorte d'étudiants nouvellement inscrits dans un ordre ou un cycle d'enseignement.

La méthode transversale reflète le comportement de plus d'une trentaine de générations, chacune à un âge donné. Cette méthode comporte l'avantage de permettre d'utiliser les données disponibles à chaque année et de calculer des indicateurs dont on peut par la suite suivre l'évolution année après année.

□ **La nature des diplômes**

Le nombre d'années d'études requises pour compléter un baccalauréat varie selon les objectifs du programme : 3, 4 et parfois plus de 4 années d'études sont requises (par exemple en médecine). L'enseignement universitaire est divisé en trois cycles d'études.

À chacun des cycles, 30 crédits définissent une année d'études en équivalence au temps plein :

- le 1^{er} cycle conduit à l'acquisition de formations sanctionnées par une attestation d'études, un certificat (de 30 crédits), un diplôme (de 30 à 60 crédits) ou un baccalauréat (de 90 à 120 crédits);
- le 2^e cycle conduit à l'acquisition de formations sanctionnées par une attestation d'études, un certificat (de 30 crédits), une maîtrise (de 45 à 60 crédits) ou un diplôme (de 30 à 60 crédits);
- le 3^e cycle conduit au doctorat dont le nombre de crédits (de 90 à 120) est réparti sur plusieurs trimestres d'études.

Divers programmes de 1^{er} et de 2^e cycle, comme les certificats d'études universitaires, permettent en outre aux universités d'offrir des formations professionnelles complémentaires.

Annexe II : Catégories de lieux d'enseignement dans les universités québécoises

La « délocalisation » de la formation universitaire se réfère au fait d'offrir des activités d'enseignement dans un autre lieu d'enseignement que celui du campus principal d'un établissement. Ce phénomène n'est pas nouveau. Depuis des décennies, les universités québécoises offrent des activités dans des lieux d'enseignement hors campus.

- En vertu de sa charte ou de sa loi constitutive, tout établissement peut prendre les moyens qu'il juge appropriés pour réaliser sa mission et offrir ses services, notamment ceux liés à l'enseignement.
- Un des avantages de la flexibilité dans l'offre de formation est d'offrir la possibilité de poursuivre une formation universitaire sur un site relativement près du lieu de résidence ou du lieu de travail. L'accessibilité géographique, lorsqu'elle diminue le temps consacré au transport, peut également avoir un impact positif sur la persévérance et la réussite aux études.
- Elle est offerte, en bonne partie, à des étudiants qui souhaitent un enseignement de proximité, en formation initiale ou continue, ou qui veulent poursuivre des études à temps partiel. Bon an mal an, les formations délocalisées sont suivies par moins de 5 % de l'ensemble des étudiants.

□ Campus principal

Un campus principal est une infrastructure permanente où l'établissement qui dispense la formation offre un ensemble de services universitaires répondant à sa mission d'enseignement et de recherche, tels que les services aux étudiants, les services de placement, l'aide financière, l'aide à l'emploi, l'aide aux stages, l'aide au logement, etc. Ces services requièrent, notamment, des équipements et des ressources humaines permanentes. Un campus peut aussi comprendre un ensemble de bâtiments dans la même agglomération urbaine. Cette définition est issue des travaux sur la délocalisation réalisés conjointement par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et la CREPUQ en 2010-2011.

Le campus principal d'un établissement correspond au lieu d'ancrage principal de l'administration d'un établissement. Il y a un seul campus principal par établissement.

□ Campus satellite

Le campus satellite d'un établissement correspond habituellement à une infrastructure permanente et complète, équivalente en ce sens à un campus principal, mais il se situe, en général, dans une autre agglomération urbaine que le campus principal, voire une autre région administrative.

□ Pôles universitaires

On retrouve aussi les pôles universitaires comme lieu d'enseignement. Ces lieux d'enseignement se différencient des autres catégories par leur gestion administrative et académique, laquelle est assurée par un conseil d'administration où siègent des représentants de la région. La plupart du temps, l'offre de formation est assurée par plusieurs universités qui cherchent à répondre aux besoins de formation exprimés par la communauté. Les programmes offerts sont souvent des programmes courts, mais ils conduisent parfois à un grade universitaire.

□ Points de services et autres lieux d'enseignement

D'autres lieux d'enseignement, appelés « points de service », accueillent relativement peu d'étudiants à temps plein. Ils se situent soit dans la même région administrative que celle où se trouve le campus principal ou le campus satellite, soit dans une autre région administrative. Selon les besoins, l'établissement y offre un éventail de formations (programmes courts, programmes de 1^{er} cycle et de 2^e cycle, formation continue). L'offre de formation s'y déploie selon un volume d'activités variable annuellement, mais cette offre est récurrente et affichée sur les sites Web des établissements. Souvent, l'établissement développe un point de services en utilisant le mode de location d'un espace intégré dans un bâtiment permanent déjà existant.

Enfin, il y a tous les autres lieux d'enseignement hors campus. Ce sont des endroits où l'enseignement est généralement dispensé dans un bâtiment permanent déjà existant (ex. : espaces utilisés dans le réseau hôtelier, dans les locaux d'une municipalité, d'une entreprise ou d'un groupe communautaire), mais que l'établissement n'occupe pas habituellement, contrairement aux points de services. L'offre de formation y est moins étendue que celle offerte dans les points de services.



mesrst.gouv.qc.ca
